masses

Socialisme et Liberté

Décembre 1946 — 20 fr. — Mensuel N° 6

Marceau PIVERT
Après les élections

•

Matteo MATTEOTTI
L'Internationale des Jeunesses Socialistes

•

André PATRI
La Politique Internationale

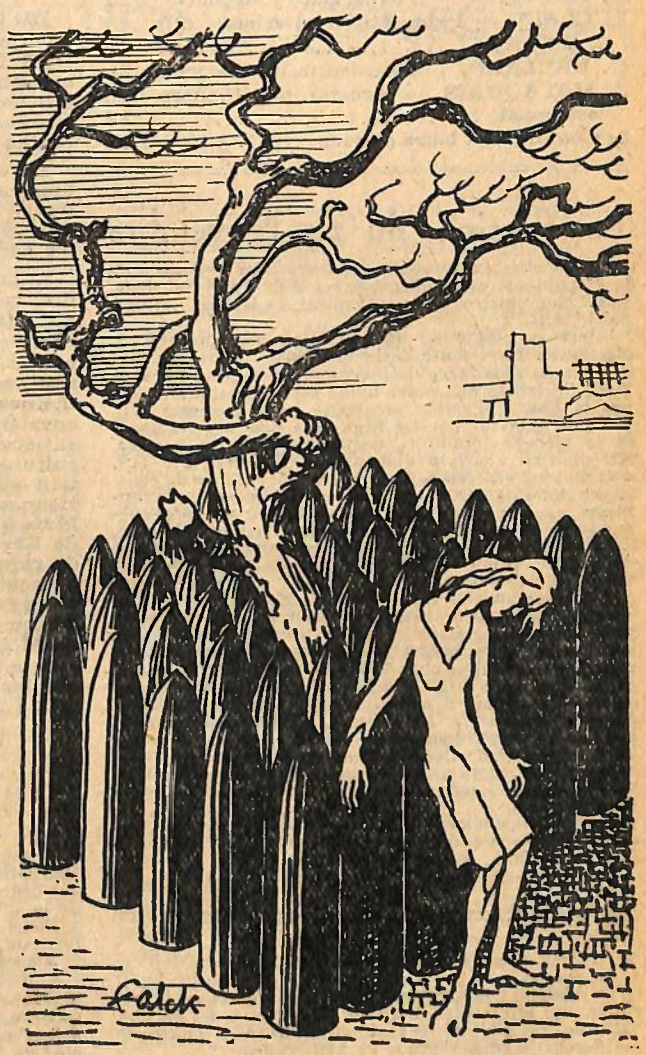
Louis CLAIR
Perspectives ouvrières aux Etats-Unis

•

Jean MALAQUAIS
Le nommé Louis Aragon ou le patriote professionnel

•

TÉMOIGNAGES
de
JOHN DOS PASSOS
et de
BOGDAN RADISTA



Dessin de FALCK : LA PAIX SANS RAMEAUX

RETOUR DE BERLIN

LA TRAGIQUE LEÇON DE LA YOUGOSLAVIE

SOMMAIRE DU N° 6

P. DUPONT. — Si on essayait autre chose. 5
E. BERNIER. — La vie sociale 7
Dr. ROBIN. — La médecine et notre société 8
A. PATRI. — Des élections américaines à la « rebellion » travailliste 10
M. MATTEOTTI. — L'Internationale des J. S. 11
J. IGLESIAS. — Crise économique en Espagne 12
INFORMATIONS INTERNATIONALES 13
J. DOS PASSOS. — Retour de Berlin ... 16
La situation au Viet-Nam 19
B. RADISTA. — L'expérience yougoslave. 20
L. CLAIR. — Perspectives ouvrières aux U.S.A. 22
G. BRULAND. — Examen de conscience . 24
J. MALAQUAIS. — Aragon, patriote professionnel 27
Les hommes et leurs œuvres 30

Les élections du 24 Novembre

Les élections des grands électeurs pour le Conseil de la République ont confirmé le recul du Parti Socialiste. Les Communistes se maintiennent mais sont rejoints par le M.R.P.

Ainsi se vérifie ce qui ressortait des précédentes élections : La volonté anti-communiste d'une fraction de plus en plus large de l'opinion, le sentiment que le Parti Socialiste prisonnier d'une mystique unitaire n'a pas la liberté d'action nécessaire pour s'opposer à la prise du pouvoir par les Staliniens dont les trahisons et la menace totalitaire inspirent une juste horreur. S'il ne veut courir à l'effondrement définitif, le P.S. doit au plus vite redresser la barre. Un examen de conscience impitoyable est d'abord indispensable. Sa faiblesse — le conformisme parlementaire et gouvernemental — doit faire place à la volonté d'œuvrer à la base, dans les masses pour rechercher au contact des réalités de la lutte sociale les solutions qui mèneront à de nouveaux rapports de forces.

Lui est-il possible de concevoir encore qu'une action constructive pour le peuple et pour le pays et pour la paix, peut être menée en dehors du Parlement? Que sur la base de son programme peuvent se rallier, à lui qui n'est pas enchaîné au char d'un Etat totalitaire, de larges, de plus en plus larges fractions du prolétariat et des classes moyennes? A condition toutefois que cessent le donquichottisme et les compromis gouvernementaux, que soient impitoyablement combattues les séquelles du fascisme de droite ou « d'extrême gauche », que son visage ferme et décidé apparaisse aux masses porteur de l'espoir d'un monde nouveau sans bureaucraties et sans esclaves.

C'est à cela camarades que tous nous devons œuvrer, car seul le Socialisme peut nous sauver de l'ignominie fasciste ou de la barbarie stalinienne.

René LEFEUVRE.

« LA GRANDE REFORME »

La société « Les Amis d'Eugène Humbert » fait paraître un intéressant bulletin intérieur : *La Grande Réforme*. On peut le recevoir en adhérant à ladite société dont la cotisation est de **100 francs.**

Directrice : Mme Jeanne HUMBERT,
7, boulevard Demagny, Lisieux (Calvados),
cc. postal J. HUMBERT 5236-66 Paris.

Au numéro d'octobre : *H.-G. Wells et le Néo-malthusianisme*, par Jeanne Humbert ; *Inconscience et misère*, par A. Daudé-Bancel ; *Avertissement à la bourgeoisie*, par Manuel Devaldès ; *Le Collier de perles* ; *Les Livres*, etc.

Mouvement International
SOCIALISME ET LIBERTÉ

A la suite de l'Appel paru au numéro 4-5 (Novembre) de « MASSES », un certain nombre de militants nous ont écrit pour nous apporter leur adhésion enthousiaste au M.I.-S.L.

Les précisions suivantes sont donc nécessaires :

Le M.I.S.L. se borne actuellement, EN FRANCE, à la diffusion des idées socialistes libertaires par le moyen de la Revue MASSES. Donc : première tâche :

DIFFUSER « MASSES » : les militants désireux de nous y aider, doivent COMMANDER FERME, et payer à la commande, un certain nombre d'exemplaires chaque mois, qui leur seront expédiés par l'administrateur Marcel Klopfstein, 9 rue du Midi, à NEUILLY (Seine) (Franco, les 10 : 200 francs.)

En outre, vérifier la distribution dans les kiosques, chez les libraires, aux services de librairie des sections socialistes, des syndicats, aux bibliothèques municipales, la vente dans les réunions, etc.

Enfin, dans certaines régions existent déjà des cercles de discussion analogues à celui qui a fonctionné à Mexico pendant la guerre, et où des militants de diverses tendances syndicalistes et socialistes, mais antitotalitaires, se retrouvent pour mettre en discussion les grands thèmes d'orientation générale de la politique ouvrière de notre époque. Ces cercles sont entièrement libres et se bornent à des fonctions culturelles. Et pour commencer, d'information sur les réalités internationales prolétariennes. Ce n'est certainement pas inutile. Mais à la condition d'en faire des instruments de libre investigation, de loyauté mutuelle et de rapprochement sincère entre des militants conscients et responsables. Si des communications relatives à ces cercles, ayant un caractère d'intérêt général parviennent à la rédaction de MASSES, nous les ferons connaître, au même titre que nous donnons des informations sur les activités intellectuelles des cercles du M.S.I.L. existant dans les autres pays.

M.P.

RECHERCHES

Les quatre camarades dont les noms suivent : Jean REBOUL, Pierre TRESSO, LEFEVRE et SALINI ont disparu depuis le 2 octobre 1943, après s'être évadés de la prison du PUY (Haute-Loire). Ils appartenaient à l'ancien groupement des « Cercles Syndicalistes de lutte de classe. »

Nous posons trois questions:

1° Parmi les rescapés de la Prison du Puy, n'y a-t-il personne qui dispose d'un indice, d'une filière, si menue soit-elle, susceptible d'aider les recherches entreprises à leur sujet? Par exemple, nom et adresse actuelle du chef du Maquis de la région à cette époque.

2° N'auraient-ils pas été emmenés dans un pays étranger (Allemagne, Autriche, Pologne, etc)? La moindre lumière sur ce point permettrait, par voie des ambassades, d'obtenir plus de détails.

3° Ont-ils été fusillés par la Gestapo, par la Milice, ou autre? Si oui, qu'un témoin, quel qu'il soit, veuille bien le faire savoir à Emile REBOUL, 34 rue Ferrari. Marseille (B.-du-R.).

DIRECTEUR:
René LEFEUVRE

COMITÉ DIRECTEUR:
Marceau Pivert, A. Patri,
S. Rubak, L. Vaillant,
Dr. Robin.

masses

ABONNEMENTS:
France : 12 Nos 200 fr. - 24 Nos 380 fr.
Étranger : 12 Nos 280 - Soutien: 500 fr.
A adresser à l'Administrateur
Marcel KLOPFSTEIN
9, Rue du Midi à NEUILLY (Seine)
C. Ch. Post.

Mouvement International
SOCIALISME
ET LIBERTÉ
Secrétaire Général :
Marceau PIVERT
16, r. Legrand, Malakoff (Seine)
C. Chèques Post. PARIS 95-50

APRES LES ELECTIONS GENERALES
du 10 novembre
par Marceau PIVERT

LES résultats des élections générales françaises présentent les caractéristiques suivantes : 1 million d'électeurs se sont abstenus par rapport au 10 juin. Le Parti Communiste gagne 272.000 voix et 29 sièges et atteint environ 29 % des suffrages exprimés. Il aura 171 députés. Le Parti Socialiste perd 744.000 voix et 20 sièges. Il atteint moins de 18 % des suffrages exprimés et aura 101 élus. Le M.R.P. perd 555.700 voix et 3 sièges : il aura 162 députés pour moins de 26 % des suffrages. Le Rassemblement des Gauches Républicaines recueille 63 sièges pour 11 % environ des suffrages. Et la droite, Union Gaulliste, P.R.L. et assimilés, 72 à 80 sièges pour environ 16 % des voix. Dans l'ensemble, glissement à droite et vers les « extrêmes ». Les travailleurs doivent s'attendre à de redoutables offensives, directes ou sournoises, contre leur niveau de vie déjà si bas. La victoire relative du Parti Communiste n'est, hélas, pas une garantie suffisante que la lutte de classe sera conduite avec l'unique souci de faire payer aux classes riches, aux spéculateurs et aux enrichis du marché noir et de la collaboration les frais de la guerre et de la reconstruction. Car, en dehors de phrases vagues, mêlées de sous-entendus inquiétants, le programme du Parti Communiste n'attaque nullement d'un point de vue révolutionnaire et offensif les positions de la classe dominante : il semble beaucoup plus préoccupé de poursuivre sa politique de « puissance », de « sécurité française » (?), que d'ouvrir une perspective nouvelle en direction d'une Europe socialiste... Il propose bien des « économies budgétaires »... mais sans préciser lesquelles : et en se gardant bien de parler des 240 milliards de dépenses militaires... Le langage national-communiste adopté au cours de cette campagne électorale comme précédemment, n'a donc pas groupé des masses conscientes des tâches qui leur incombent : les déceptions seront d'autant plus périlleuses lorsqu'il sera devenu évident, qu'il est matériellement IMPOSSIBLE de donner satisfaction aux besoins élémentaires des classes pauvres, et de s'offrir en même temps, le luxe d'une politique de puissance militaire. Un des principaux obstacles au rassemblement des forces de classe réside précisément dans cette attitude nationaliste et militariste du parti stalinien : il est trop évident que cette politique est dictée par des considérations de haute stratégie internationale, sur le plan de la compétition U.S.A.-U.R.S.S. Et nullement par des considérations prolétariennes, socialistes, internationalistes. Tant que la base du P.C. n'aura pas réagi vigoureusement pour corriger l'orientation actuelle, qui conduit au renforcement des éléments réactionnaires (car ceux-ci se placent sur le même terrain nationaliste et militariste, mais avec l'intention de se lier aux U.S.A.), il faut s'attendre à de nouveaux reculs, et à une audace croissante de l'ennemi de classe. Il ne sert absolument à rien de bêler vers « l'unité » ; il n'y a pas d'unité possible, pas même d'unité d'action, en dehors d'une politique prolétarienne et d'une loyauté socialiste impeccable à l'égard des exigences de la méthode de combat, forgée par un siècle d'expériences ouvrières.

Unité pour quoi faire? Voilà ce que demandent les militants socialistes qui ne se laissent pas impressionner par les Machiavels de pacotille. Le Parti Communiste est-il décidé à attaquer, comme nous le souhaitons, la bastille militariste? A compter sur la solidité prolétarienne internationale beaucoup plus que sur les combinaisons et marchandages des grands impérialistes qui cherchent à se répartir les zones d'influences? Même si des accords secrets permettent à Maurice Thorez, Herriot, Bidault, de se retrouver autour de la même table gouvernementale, simplement parce que, à New-York, Truman et Molotov sont arrivés à un compromis, en quoi cela peut-il modifier la nécessité, pour les travailleurs, d'avoir leur politique à eux, afin de l'opposer, et de l'imposer à leurs exploiteurs? En quoi les antagonistes fondamentaux qui continuent à croître dans les flancs de la vieille société, seront-ils diminués?

Ce sont précisément là les problèmes qui n'ont pas encore été posés, dans le langage traditionnel du socialisme, aux masses populaires françaises. En dehors d'une déficience d'organisation qui n'est pas seulement due à la grande pauvreté du parti, c'est dans l'absence de directions claires, d'interprétations irréfutables de la courbe des événements, c'est dans le manque d'envolée et de perspectives de son quotidien, dans une sorte de paralysie de l'imagination et de défiance de son propre destin, qu'il faut aller chercher les raisons de l'échec cruel qui vient de sanctionner toute une période de l'histoire du socialisme français. S'il s'en rend compte (et ses militants s'en rendent compte de plus en plus clairement), rien n'est perdu. Il sentira à quel point son existence même est un élément décisif de la politique prolétarienne en Europe et dans le monde.

La France est le seul pays en Europe occidentale où le socialisme semble si lourdement handicapé, pour reconquérir sur le Parti Communiste des couches ouvrières et paysannes révolutionnaires. Mais pour opérer ce redressement, pour regrouper les innombrables militants qui sont passés dans les rangs des deux partis ou des syndicats et qui sont aujourd'hui démoralisés, il faut que le Parti Socialiste se situe enfin très nettement et par rapport au stalinisme, et par rapport aux alliances équivoques destinées, qu'on le veuille ou non, à renflouer le régime capitaliste. Le Parti Socialiste doit aujourd'hui prendre conscience que les questions qui lui sont posées, qui sont posées aux avant-gardes révolutionnaires, sont fondamentales, vitales, décisives... Le choix est impératif. On ne peut pas l'esquiver sans sombrer dans le chaos et la désagrégation. Il faut choisir entre une civilisation nouvelle et l'ancien régime ; entre la franchise et le courage des solutions socialistes et les rafistolages honteux, qui finiront par se payer très cher. Il faut abandonner les jeux subtils des couloirs parlementaires et prendre conscience des aspirations qui bouillonnent dans la conscience collective du peuple, encore endolori, encore fourbu par la dictature, le surmenage et les privations, mais chez qui les fonctions supérieures de la pensée critique et de l'action réfléchie, ne sont pas complètement obnubilées.

L'idée de planification par intervention directe des travailleurs, de bas en haut, de coopération entre producteurs et distributeurs, de contrôle ouvrier, puis de gestion par de vrais Comités d'Entreprises ; l'idée de socialisation de l'économie européenne, seul moyen sérieux de couper les racines du fascisme, et de réaliser à l'échelle du continent, le bien-être et la liberté ; l'idée de respecter les différentes conceptions qui inspirent les activités ouvrières, pourvu qu'elles conduisent à la solidarité de classe et à la fraternité de combat ; l'idée de s'emparer de la direction collective de l'économie, pour les travailleurs organisés, et avant que ne recommence la course à la Troisième Guerre, et les servitudes, et les privations et le chômage massif, et les crises monétaires, et tous les symptômes de la décomposition du régime qui meurt, oui, toutes ces idées sont des forces, et le socialisme seul peut les promouvoir, les faire pénétrer dans les masses, les faire devenir motrices et combattives. Là est le salut pour le Parti Socialiste. S'il hésite et tergiverse, s'il se laisse entraîner à des participations ministérielles sans principe et sans programme, sa vie même sera vite en danger : une fraction rêvera d'un « travaillisme » permettant tout au plus des combinaisons parlementaires sans lendemain ; car ce n'est pas le socialisme qui doit remonter vers le « travaillisme » réformiste et trop enfermé dans ses frontières nationales. C'est le contraire : c'est le travaillisme qui doit aller vers le socialisme révolutionnaire et internationaliste : **le processus est d'ailleurs commencé en Angleterre même.**

D'autres, qui semblent parfois camper sur territoire socialiste comme les porte-paroles du parti stalinien, verront dans la « fusion », la solution de tous les problèmes. Mais il n'est pas exagéré d'affirmer que l'immense majorité des militants socialistes sait parfaitement pourquoi ni le « travaillisme » ni le « stalinisme » ne correspond, à leurs yeux, aux exigences de la situation en France : un parti véritablement indépendant des deux blocs qui s'affrontent est comme la garantie de l'indépendance du pays, et, plus encore, de l'indépendance du mouvement socialiste international : aucun des autres partis socialistes du vieux continent, n'a, à ce sujet, plus de responsabilités que le nôtre : les travaillistes héritent du plus vieil impérialisme et doivent s'en libérer ; les socialistes Allemands ou Italiens ou Autrichiens sont devant une situation économique et politique qui limite singulièrement leurs possibilités d'initiative. Les socialistes Espagnols attendent, hélas, qu'un véritable sentiment socialiste de solidarité internationale se manifeste envers eux pour hâter la chute de Franco. Le recul du Parti Socialiste S.F.I.O. ne va pas faciliter ce mouvement de solidarité sur le plan diplomatique. Mais n'y a-t-il que celui-là? Les socialistes sont-ils condamnés à n'agir que par des bulletins de vote? A prolonger indéfiniment l'union sacrée?

Les élections générales françaises n'ont été qu'un épisode dans une série d'événements qui n'ont pas fini de solliciter l'initiative, l'audace, la confiance dans ses principes, de la part du Parti Socialiste. Ce sont, en dernière analyse, les militants eux-mêmes qui devront intervenir, pour remonter la pente. Il n'est pas question de déserter un poste de combat qui intéresse des millions et des millions de frères de classe : il faut seulement que le socialisme français puise dans les ressources de sa propre démocratie intérieure, les éléments de son redressement théorique et tactique ; l'une des leçons à tirer du dernier Congrès National, c'est qu'une majorité, quelle qu'elle soit, doit diriger en accord avec la volonté des militants. C'est qu'on ne doit rien cacher aux militants : ni les difficultés, ni les défaillances, ni les causes de certaines insuffisances. Le Parti doit pouvoir se prononcer sur les grandes orientations qu'on lui propose. Il doit dire s'il est prêt à lancer un appel en faveur d'une véritable internationale socialiste, cet instrument indispensable à la coordination de tous les partis socialistes dans leur marche au pouvoir, ou dans leur défense commune.

Quant aux dispositions tactiques à prendre par rapport au nouveau Gouvernement, Le P. S. doit avoir conscience de ce qu'il représente en vue d'un avenir de bien-être et de liberté que toute erreur d'orientation pourrai compromettre. Il ne doit se laisser utiliser ni par un bloc anti-communiste ni par le staliniens. Il doit rester à l'écart de tout gouvernement, laisser au P. C. les responsabilités de sa politique, soutenir les initiatives favorables aux travailleurs et combattre toute mesure destinée à duper les exploités et à les maintenir dans leur misérable condition actuelle, **car l'essentiel demeure, pour un parti ouvrier : ORIENTER ET GUIDER LES LUTTES PROLETARIENNES vers l'émancipation des travailleurs.**

LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
157, rue de Vaugirard, PARIS-XV^e

met à la disposition des militants toute la **Littérature du mouvement ouvrier**, ainsi que toutes les nouvelles parutions.

Demandez notre **catalogue général** ainsi que notre **bulletin mensuel.**

EXTRAIT DE NOTRE CATALOGUE :

Œuvres complètes de Marx et Engels :

A. Rosmer: Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre.
Talès : La commune de 1871.
M. Martinet : La culture prolétarienne.
R. Luxembourg : L'Accumulation du Capital.
A. Koestler : Le Yogi et le commissaire.
La lie de la terre.

SI ON ESSAYAIT AUTRE CHOSE ?

Par Paul DUPONT

Il y avait un temps où tout était simple. Pas facile, mais simple. Le capitalisme le plus pur régnait. Les gouvernements étaient bourgeois. L'Etat était l'instrument de domination d'une classe. Les travailleurs n'avaient qu'une organisation politique, le parti socialiste, et une organisation syndicale, la C.G.T. La politique résultait du rapport de forces simples.

La guerre de 1914 est venue gâcher cette idylle. D'abord, elle a fait la Révolution russe. Désormais, il y avait un type d'Etat d'un genre nouveau. La dictature au nom du prolétariat, pour être objectif, et ne dire ni « du » ni « sur », c'est-à-dire une concentration de pouvoirs politiques et économiques jamais réalisés jusque-là, entre les mains non plus de la bourgeoisie ou d'une noblesse effectivement balayées, mais d'une nouvelle « élite » : règne des bureaucrates, en attendant celui des maréchaux. Conséquence : scission ouvrière, et, fait peut-être encore plus grave, l'internationalisme faussé, mis au service d'une diplomatie, quand ce n'est pas d'une politique militaire, c'est-à-dire, au lieu d'une attitude humaine et cohérente, des alternances chaotiques de défaitisme prétendûment révolutionnaire et de chauvinisme exacerbé.

Si la guerre de 1914 a fait Staline, par delà Lénine et Trotsky, elle a fait aussi Hitler. Même formidable concentration de pouvoirs, même système de parti unique, même totalitarisme, même disparition de l'individu. Non qu'on puisse légitimement assimiler sans nuances l'Allemagne hitlérienne à la Russie Soviétique. Le point de départ est différent, avec trop d'évidence pour qu'il soit utile d'y insister. Différente la caste maîtresse, sortie des bas-fonds de la société, et non d'une fraction du mouvement ouvrier. Il n'y a pas eu en Allemagne disparition totale, mais seulement asservissement du capitalisme privé. Cependant, là encore, apparition d'un type d'Etat non traditionnel, rendant impossible tout épanouissement du socialisme sous une forme démocratique ou libertaire.

Enfin, les deux guerres mondiales ont assuré de l'autre côté de l'Atlantique le règne du Capital triomphant. Les Etats-Unis ont gagné les deux guerres. Intervention économique de bonne heure, d'où un maximum de dividendes, intervention militaire tardive et décisive, d'où un minimum de pertes et un maximum de prestige. Superproduction, prospérité, hégémonie mondiale, bases aériennes et points d'appui, que diable irait faire le socialisme dans cette affaire?

Restent la France et l'Angleterre. Deux pays de traditions. Civilisation occidentale. Habeas corpus et fair play ; Droits de l'Homme et du Citoyen, Liberté-Egalité-Fraternité. Mais aussi deux empires. Domination coloniale, rêves de grandeur. Sécurité collective d'être de toutes les guerres, droit sacré de contrôler les routes de l'Empire, démangeaisons morbides de Gibraltar au canal de Suez, plaques d'urticaire en Palestine, en Indochine.

Choisir la troisième voie

Et maintenant, où en est-on? Tout doit aller très bien. On surarmait à cause d'Hitler, on renonçait aux réformes sociales à cause d'Hitler, Hitler était le seul fauteur de guerre. Or, Hitler est mort. Donc, dirait le logicien implacable, la paix perpétuelle est fondée, le désarmement général est en marche, l'heure du progrès social est venue. Levez-vous vite, promesses des débuts de guerre !

Ce n'est pas tout à fait cela. Les deux vieux empires vacillent. Destructions de la guerre, usure interne, forces centrifuges. Cela n'est encore rien. Il n'y a plus Hitler, mais il y a Staline, plus que jamais. Vite une armée, des canons, des soldats, garants de notre indépendance. Les deux nouveaux empires s'affrontent du regard, et la terre n'est plus qu'une lice. La liberté politique des autres pays se résume à choisir entre la soumission à la ploutocratie américaine et le vasselage envers le totalitarisme stalinien. Zones d'influence, rideaux de fer, bombes atomiques, emprunts à condition...

On peut évidemment faire son choix. La soviétisation, le régime, comme chacun sait, le plus démocratique du monde. Ou alors la soumission à Wall Street, qui est très libéral : donnez-nous vos mines, vos chemins de fer, votre pétrole, quelques bases aériennes et navales, et nous vous laisserons votre roi, nous le réinstallerons au besoin, voire votre dictateur, au besoin nous l'empêcherons de partir... Choisissez encore : préférez-vous vous battre avec l'Amérique contre la Russie, ou avec la Russie contre l'Amérique? Et sachez bien que, qui n'est pas avec nous est contre nous.

On peut aussi retarder sa réponse, et se laisser ballotter de l'un à l'autre, ou choisir les deux pour ne choisir personne (Messieurs, ami de tout le monde...), faire une belle alliance militaire avec l'un immédiatement suivie d'une non moins belle alliance militaire avec l'autre, en espérant que les deux alliés de l'allié s'allieront entre eux (les alliés de nos alliés ne sont-ils pas nos alliés?) et qu'on réalisera la paix universelle par la grande superalliance supermilitaire de tous contre personne. Equilibre, corde raide, bascule, chute finale.

Et si je ne veux pas me battre? Si j'en ai assez de ce jeu stupide et sinistre des ennemis héréditaires, et des menaces à la paix du monde? Si je n'ai pas envie de me forger une armure pour étouffer dessous en attendant de crever dedans et si j'entends non pas qu'on m'octroie, mais qu'on me f... la paix?

Je n'ai pas le droit, c'est entendu. C'est contraire à la règle du jeu, cela fausse tout. Et si je ne veux pas jouer? Ou si je veux risquer ma partie? Si je perds, je serai mangé, d'accord, accommodé à la sauce tartare ou cuit à l'américaine. Mais si je n'essaie pas, je suis mangé tout de suite, tandis que si je gagne...

Gagner, c'est constituer le troisième front ou, en termes plus pacifiques, choisir la troisième voie. Coincé entre la ploutocratie américaine et le stalinisme, le socialisme occidental a une partie à jouer, mais n'a pas un coup à perdre. Il y faut de la précision, de l'adresse et de l'énergie.

L'administration des choses...

L'Angleterre est la terre du libéralisme, la France est la patrie de la liberté. Ces deux notions, à l'ombre desquelles toute une civilisation a pu grandir, se sont admirablement accordées avec la période de libre concurrence des débuts du capitalisme. Grâce à elles, la démocratie bourgeoise et le parlementarisme ont pu trouver une base solide. Mais l'ère du

capitalisme privé sous sa forme traditionnelle est désormais close. Le chaos auquel il a abouti exige désormais une économie strictement organisée et planifiée, une énorme concentration de pouvoirs économiques qui risque d'imposer ou de supposer une concentration parallèle des pouvoirs politiques. Et la dictature se profile, quelle que soit sa forme, dictature personnelle du néobonapartisme, fascisme entraînant dans son sillage un mouvement de masses, ou dictature impersonnelle de bureaucrates omnipotents, dissimulés ou non derrière la figure d'un chef obligatoirement génial.

A cela, le socialisme ne peut s'opposer s'il s'enlise dans l'ornière réformiste et le marais parlementaire. La conciliation du socialisme et de la liberté, qui s'est opérée d'elle-même, dans une période désormais révolue, exige aujourd'hui un effort de synthèse et d'imagination sociale. L'abâtardissement social-démocrate ne peut plus durer sans conduire à la catastrophe. Le socialisme doit devenir résolument libertaire ou céder la place au stalinisme ou au fascisme. Il n'y a plus d'autre moyen de combiner la nécessité d'une économie rationnellement, donc centralement organisée, avec le besoin non moins vital de liberté politique et individuelle. Il ne faut pas chercher d'autre cause à l'importance qu'ont prise depuis quelque temps les discussions sur le problème de l'humanisme.

Pour cela, il est temps de redonner de l'importance à cette vieille formule du socialisme saint-simonien : « Substituer l'administration des choses au gouvernement des personnes. » Les personnes ont été assez gouvernées, et assez mal gouvernées. Qu'on leur accorde désormais tous les droits, sauf celui d'embêter le voisin, et d'abord le plus élémentaire de tous, quoique le moins reconnu, le droit imprescriptible de tout homme de ne pas aliéner sa liberté pour devenir, un nombre respectable d'années de sa vie, un esclave revêtu d'un uniforme. Les choses ont été pas du tout ou mal administrées. Rien de plus dangereux que les expériences partielles et timides de nationalisation. Sans parler des difficultés inhérentes au système, et de l'apprentissage à faire, les anciens maîtres du trust ont vite fait de se poster dans la partie voisine du secteur libre, et de reprendre d'un côté ce qu'ils ont perdu de l'autre, quand ils ne placent pas leurs créatures à l'intérieur même de l'entreprise pour la saboter. Quand on ne peut plus fabriquer de canons, on prend sa revanche en augmentant le prix de l'acier, qu'on vend pour en faire des canons. Quand on ne peut plus fabriquer d'acier, on se rattrape sur le minerai de fer ou sur le charbon.

L'étatisation n'est pas une solution

Si la raison humaine doit se substituer dans l'ordre de la gestion économique à un automatisme qui n'a réussi qu'à détraquer la machine, il faut qu'elle puisse se déployer dans toute son ampleur et qu'on lui permette d'être conséquente. Si un secteur nationalisé doit coexister avec un secteur privé, il faut que l'extension du premier soit déterminée par les nécessités objectives de l'économie, et non par le hasard des marchandages politiques. La même chose vaut pour une politique des prix, ou pour une politique monétaire. L'incohérence de la politique des différents ministères, au gré de la couleur des détenteurs de portefeuille, a fait assez de mal. C'est peut-être la condamnation du tripartisme. Il y a des catastrophes pires. Un parti socialiste **socialiste** aurait alors le choix entre constituer un gouvernement de minorité à programme clair et audacieux, et se retirer du gouvernement en dégageant sa responsabilité et en attendant activement son heure.

Mais il faut aussi, et c'est le plus important, élaborer, à la lumière des expériences françaises et étrangères, une formule précise et efficace de **socialisation**, qui assure le rendement productif en préservant la liberté. L'étatisation pure et simple ne peut pas être une solution. La bureaucratie aurait de trop beaux jours, et Marx nous préserve qu'elle devienne stalinienne ! Confier sans plus la gestion de l'entreprise aux seuls producteurs, ce serait sans doute trop accorder à l'excellence de la nature humaine, et négliger l'universalité de la loi du moindre effort. Faudra-t-il, pour sortir du chaos, rétablir le travail aux pièces, comme en Tchécoslovaquie, et invoquer les mânes de saint Stakhanov?

Il faut plutôt dégager une formule qui permette à l'aiguillon du besoin de se faire sentir, et de remplacer comme moteur de l'économie, la soif de profit. Il faut réaliser un équilibre harmonieux de forces antagonistes, entre producteurs et techniciens d'une part, consommateurs et usagers de l'autre, les premiers ayant pleins pouvoirs pour la gestion technique, les seconds ayant le droit d'imposer leurs exigences de quantité et de qualité. Ce ne sont pas là seulement des questions de gouvernement ou d'administration. On ne règle pas de telles choses sur le papier. Il y faut la collaboration active de tous les intéressés. Mais n'est-ce pas là justement la garantie suprême contre toute dictature? Tous les hommes faisant leurs propres affaires, cogérants, directement ou par leurs délégués, de leur propre entreprise en tant que producteurs, de toutes les entreprises à la bonne marche desquelles ils ont intérêt, en tant que consommateurs. L'économie centralisée et planifiée par un recensement des besoins et un inventaire des ressources effectué contradictoirement à chaque étape, et totalisé de la base au sommet, et non pas le plan élaboré par un théoricien et imposé du sommet à la base, puis exécuté à grands renforts de gendarmes, ou de décorations, ou de procès de sabotage, ou de déportations. Le socialisme ne doit pas seulement poursuivre la réalisation de la démocratie économique comme un complément harmonieux et équitable de la démocratie politique, car celle-ci périrait avant que celle-là ne soit fondée, mais il doit faire de la démocratie un facteur économique, efficace dans la gestion comme dans le contrôle, et servant de fondement à la liberté politique.

Si un pays comme la France réalisait cela, s'il se débarrassait en outre de tout relent d'impérialisme et de militarisme, et arrivait les mains pures dans l'Organisation des Nations Désunies, en répudiant toute idée de guerre, de position stratégique, de « réalisme » diplomatique et de domination des « grands » qui ne sont que des « gros », il ne s'attirerait certes pas des œillades tendres des délégués soviétiques et américains, mais il pourrait sans doute galvaniser par son exemple les nombreux « petits » pays qui n'avaient d'autre choix que de « choisir ». Le troisième front serait constitué sur le plan international également.

— Est-ce que ce n'est pas dangereux? Est-ce que ce ne serait pas la guerre? Ou sinon l'invasion?

— La guerre? Que prépare-t-on d'autre actuellement? Avez-vous l'intention de vous allier à la Russie pour attaquer l'Amérique? Avez-vous l'intention de vous allier à l'Amérique pour résister à la Russie? Prétendez-vous l'empêcher par votre pauvre politique d'équilibre, non plus européen, mais mondial, où vous pesez si peu, ou par le seul spectacle de vos ridicules armements? La politique traditionnelle a fait maintes fois ses preuves. Elle n'empêchera rien. Elle est inefficace, sauf pour une nouvelle destruction. Alors, si on essayait autre chose?

LA VIE SOCIALE

Quelles indications peut-on tirer des mouvements revendicatifs récents?

par Étienne BERNIER

DEPUIS le début de l'année 1946, plusieurs mouvements revendicatifs se sont déclanchés. Certains ont eu un caractère local, mais d'une importance considérable parce qu'ils éclataient en pleine pause syndicale, c'est le cas de la grève des rotativistes. D'autres ont eu une ampleur nationale, comme la grève des postiers. Tous ont retenti hors de leur cadre corporatif, tous se sont déroulés contre l'hostilité d'une partie au moins des appareils syndicaux.

Après les élections du 10 novembre qui concrétisent un nouveau rapport des forces, et dans l'ensemble, un recul des partis ouvriers, il n'est pas inutile de dégager le sens de ces mouvements, de tenter d'en définir les caractères principaux, et surtout d'en tirer des leçons pour un avenir prochain.

Une première remarque s'impose : ces mouvements se sont produits dans des couches moyennes, ou un prolétariat relativement aisé. Les couches les plus exploitées sont restées immobiles, au moins dans la plupart des cas. Les mouvements les plus notables ont affecté : les travailleurs de la presse (spécialement les rotativistes), les postiers, les fonctionnaires des finances, les employés de banque.

Cette constatation, surprenante au premier abord, s'explique d'abord par des arguments économiques : ces catégories relativement aisées ou réputées telles ont été, de loin, celles dont le coefficient de revalorisation des salaires, a été le moins important. Un effort tenace et d'ailleurs pleinement justifié, a conduit à une amélioration relative des catégories les moins payées qui ne connaissent pas le chômage, mais une crise de main-d'œuvre, avec tous les avantages (relatifs aussi) que cette situation donne au travailleur. Un effort sensible quoique dirigé vers un but conservateur, a aidé notablement les familles nombreuses. Les femmes, les jeunes, traditionnellement surexploités, ont connu aussi diverses améliorations. Une dernière cause réside dans la main-mise quasi-totale du parti communiste sur les organisations syndicales des catégories les plus typiquement prolétariennes, dont les cadres ont été décimés par la lutte ou la trahison et qui ont toujours eu de grandes difficultés à former de nombreux militants. Cette main-mise d'un parti dont la politique a toujours été axée sur la pause, malgré quelques nuances, explique à elle seule, cette immobilité.

Géographiquement, les principaux mouvements revendicatifs ont éclaté dans des centres où le marché noir est intense et où certaines catégories de travailleurs (mineurs par exemple), jouissent de salaires ou d'avantages qui sont refusés à d'autres.

Une seconde observation : tous ces mouvements sont causés par l'insuffisance des salaires ou des traitements. Quelques grèves éclatent à propos de l'épuration, pour des questions propres à l'entreprise — récemment contre la hausse du coût de la vie. Mais les salaires immobiles devant la hausse croissante des prix, restent le principal sujet de mécontentement.

Troisième caractère des grèves : elles n'ont pas de perspectives — ou presque pas. Seuls les postiers et les fonctionnaires des finances affirment, entre autres choses, qu'ils luttent aussi pour l'ensemble des travailleurs de la fonction publique. Rarement le mouvement se hausse à une critique du mouvement syndical, sauf quand la lutte contre l'appareil est violente, comme chez les postiers qui doublent la lutte revendicative d'une campagne de démocratisation de leur organisation syndicale et qui, embrassant l'ensemble du problème des salaires et des prix, se prononcent pour l'échelle mobile.

Quatrième caractère : les grèves se déclanchent contre la volonté des éléments inféodés au parti communiste qui luttent contre l'entrée en grève, s'efforcent de minimiser le mouvement, de le saboter et de déconsidérer les grévistes et leurs dirigeants. Dans ce domaine, on assiste à un débordement d'agissements anti-ouvriers : injures et calomnies y sont la menue monnaie qui est dominée par les exclusions, le recrutement de jaunes (chez les employés en Afrique du Nord), les violences physiques comme à Marseille. Ajoutons-y les faits déformés, voire même l'utilisation... des succès avec un manque de pudeur étonnant (employés de banque dans la Région Parisienne).

Quelle est, en face de cette attitude, la conduite des éléments d'opposition? Elle est diverse.

A la Fédération des Finances, les éléments confédérés généralement jeunes, prennent la tête d'un mouvement déjà largement amorcé par la base. Ils tiennent la direction fédérale et espéraient, à l'époque, entraîner l'ensemble des fonctionnaires. Ils échouèrent, mais firent retraite en bon ordre.

A la Fédération Postale, c'est sa direction qui est débordée par sa base et l'opposition qui conduit le mouvement. D'abord hésitante, la direction déclanche des hostilités ouvertes contre les grévistes. Elle est battue à plate couture et prépare sa revanche dans des manœuvres où elle excelle. Ici les éléments confédérés sont des éléments neufs pour la plupart. La direction du mouvement se groupe dans la lutte ; les vieux cadres ne jouent qu'un rôle d'appoint. L'aile plus ou moins trotskyste du Comité de grève adopte une attitude relativement modérée, dont l'avenir dira si elle a servi le mouvement ou la direction de la Fédération Postale.

Chez les employés, c'est l'équipe fédérale qui retient le mécontentement, puis conduit habilement l'action contre la majorité de la Chambre Syndicale de la Région Parisienne. Le mouvement s'arrête après un succès satisfaisant.

L'aspect politique de ces grèves ne tient pas seulement à l'opposition des éléments communistes. Les socialistes y sont généralement favorables et une conjonction s'établit parfois entre les grévistes et la direction du P.S. Cette liaison ne va guère au delà de la sympathie, à cause de la politique économique et financière du P.S., politique qui ne se différencie pas nettement de celle de ses voisins.

Les militants se réclamant de la IVe Internationale appuient chaleureusement tous les mouvements qui se produisent. Ils conquièrent une petite influence dans quelques endroits, mais leurs intentions politiques percent ouvertement. Ils ne se distinguent guère sur ce point, de leurs frères staliniens.

Dans l'ensemble, les mouvements sont conduits par de nouvelles équipes, inexpérimentées mais

pleines d'allant, qui manquent de perspectives, mais qui finiront fatalement par se grouper et s'unir. Les dirigeants confédérés, surtout les membres du Bureau Confédéral, sont presque totalement coupés de leur base : ils n'ont pas su se constituer une filiation et, dans l'état actuel des choses, leur action est presque sans influence sur l'évolution du mouvement ouvrier. Leur attitude n'est généralement pas favorable aux luttes qui se déclanchent et ils ne se distinguent des dirigeants communistes que par un langage fraternel et un comportement honnête. C'est appréciable, mais nettement insuffisant.

Dans ces conditions, quelles sont les perspectives? Elles sont évidemment liées à toute l'évolution de la situation économique. Si celle-ci évolue dans le sens d'une aggravation catastrophique, les mouvements revendicatifs deviendront plus nombreux et plus violents. L'éclaircissement se fera vite et les nouveaux cadres surgiront. Si, comme il est probable, l'aggravation n'est pas catastrophique, des mouvements se produiront encore, au travers desquels il sera possible de faire un redressement partiel du mouvement syndical. Mais, longue ou courte, la lutte sera serrée, car le couvercle est solide et il est tenu par des mains résolues au pire. Raison de plus pour travailler ferme.

Etienne BERNIER.

LA MÉDECINE ET NOTRE SOCIÉTÉ

PREMIER ENTRETIEN

par le docteur J. ROBIN

Le problème médical français 1946

Il est inconcevable en soi que les partis de gauche n'utilisent pas l'Organisation Médicale actuelle comme un terrain de lutte et de démonstration.

Rien d'ailleurs n'illustre mieux les problèmes posés à notre génération, que le dialogue Médecin-Malades, et rien n'est plus démonstratif de la confusion des esprits et du recul de la pensée socialiste.

La Médecine française actuelle reste au stade individualiste et capitaliste. Sa charte de médecine libérale tient dans les quatre points classiques : libre choix ; secret professionnel ; liberté de thérapeutique surtout et entente directe pécunière entre médecin et malade.

Or :

a) La nécessité d'une réforme de structure est criante, par l'argument majeur : **le malade de 1946 est mal soigné.** Que l'on me comprenne bien : de récents voyages à l'étranger m'ont montré que le praticien-clinicien français, mettons de quarante ans, reste d'une qualité à comparaison avantageuse avec la moyenne du praticien-clinicien étranger. Mais les conditions de travail du médecin individualiste français sont lamentables et archaïques. Mais chaque année, qu'on le déplore ou non, la médecine tend à devenir de plus en plus, une science et de moins en moins un art ; chaque année apporte un recul sensible des conditions de découverte et même de pratique de la médecine française.

En effet, en 1946, la médecine a besoin :

D'un esprit de travail d'équipe ;

D'un travail rationnalisé (planification du système d'hospitalisation. Liaison entre centre de diagnostic et de traitement) ;

Du développement d'une médecine de prévention sur les lieux de travail.

Par ailleurs, la cherté croissante du prix de revient impose une réorganisation du mode de paiement ; la clientèle payante actuelle se volatilise de jour en jour, par impossibilité pour le malade de subvenir à une maladie sérieuse traitée sérieusement.

Or :

b) La situation psychologique est mûre :

— Du côté clientèle, la notion de médecin de famille fait faillite de jour en jour ;

— Du côté médical, chez les jeunes surtout, le dégoût du travail dans des conditions contraires à tout bon sens, la cherté progressive de l'installation personnelle, amènent une « des possibilités » de leur acceptation.

Au total :

Réformes de structure indispensables : facteur psychologique favorable.

Qu'ont fait nos partis ?

Le P.C. et le P.S., on se le rappelle hélas de trop, ont disposé, une année durant, de la majorité absolue au Parlement.

Le P.C., on s'en souvient également, a occupé longuement le Ministère de la Santé (François Billoux, Arthaud).

Résultat : « on » a inventé le Plan de Sécurité Sociale qui, selon la loi, devra être appliqué à tous les Français à partir du 1er janvier 1947.

Il n'est pas question de discuter l'esprit de ce plan, progrès prodigieux, puisqu'il pose le problème de la distribution gratuite de la santé (ou tout au moins, de ce que nous connaissons des moyens de protection de la Santé). Mais vouloir appliquer le Plan de Sécurité Sociale, tel qu'il a été conçu, à notre système individualiste actuel, montre bien l'inconséquence et la pauvreté intellectuelle de nos « marxistes ». Car, vouloir imposer un tel plan, sans réformer la distribution des soins médicaux, imposer un tel plan « organisé » à un système actuel anarchique, en un mot imposer des solutions décidées d'en-haut en négligeant les problèmes réels de la base, ne peut équivaloir selon le mot très juste d'un ami, qu'à un conflit ou une impasse.

Un conflit, car seul un arbitraire administratif, pourra faire appliquer un tel système, à un corps médical d'ailleurs réticent.

Une impasse, car il fera reculer toute organisation socialiste réelle et il jettera une nouvelle fois un discrédit sur de soi-disantes nationalisations que l'on confondra une nouvelle fois avec une socialisation.

La Fin et les Moyens

Cependant, si l'on pousse le problème à sa limite, on retrouve la question obligatoire de la Fin et des Moyens.

Il n'y a, en effet, que deux solutions pour changer l'organisation médicale libérale actuelle.

1° Devant les réactions d'un Corps Médical bourgeois et réactionnaire, qui, comme toutes les autres élites bourgeoises, n'a jamais depuis plus de cent ans, osé ou voulu repenser son problème, allons-nous décréter une médecine collectiviste numérotée, telle que l'instaurerait la Sécurité Sociale, style 1946, projetée par les Communistes (ou que d'ailleurs, nous prépareraient également les Compagnies d'Assurances Libres)? Certes, ce serait la « Fin » de la médecine capitaliste. Mais ce moyen de totalitarisme administratif qu'amènerait-il : la baisse de la qualité médicale (que seul une fois de plus, le client-malade paiera), c'est la ligne générale que semblent avoir choisie, et fermement, les cadres responsables du Parti Communiste.

2° Ou allons-nous être capables d'un effort créateur?

Partant de faits concrets existants, étudiant les systèmes étrangers (scandinaves, notamment), chercher à :

1) Bâtir un nouveau mode de paiement (en gros, disparition de l'entente directe, blocage des honoraires en une masse commune avec part fixe et part mobile pour les médecins) ;

2) Réorganiser les méthodes de travail (créations de cabinets de groupe à gestion tripartite de base : médecins-producteurs, clients-consommateurs, représentants publics-liaison ; création de maisons de santé toutes classes ; avec, au-dessus, hôpitaux régionaux à personnel fonctionnaire).

Le Parti Socialiste semble avoir choisi cette voie expérimentale et à l'échelle humaine, en demandant à son comité technique d'être le moteur d'un énorme travail d'études concrètes et d'informations honnêtes. Mais, devant le peu d'audace, la mollesse, qu'il déploie dans tous les domaines, pouvons-nous penser qu'il saura condenser un tel travail avec toute l'énergie et la force nécessaire?

Pourtant là est la seule voie : nous faisons appel à tous les camarades médecins et autres, intéressés dans cette question pour prendre contact avec nous :

Il y a là, pour nous tous, un des plus beaux éléments de synthèse à créer entre les deux impératifs d'aujourd'hui :

La planification indispensable : j'ai nommé le Socialisme ;

L'initiative individuelle nécessaire : j'ai nommé la Liberté.

Il y a là dans ce problème médical, un combat concret à mener contre toutes les formes de totalitarisme (capitaliste ou bureaucratique).

Il y a là à illustrer la parole plus vraie chaque jour, de Karl Marx : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

SCISSION

dans les syndicats tunisiens

Après avoir politisé le syndicalisme tunisien, ses nouveaux dirigeants, d'obédience communiste, viennent de rompre avec la C.G.T. française en constituant une centrale autonome qui s'efforce de fusionner avec l'U.G.T.T. nationaliste, bénéficiant de la faveur des autorités françaises particulièrement bornées en ce pays.

Des syndicats d'employés d'ouvriers et de fonctionnaires, tant français que musulmans, détenant 24 mandats, ayant immédiatement reconstitué l'Union des syndicats confédérés, voient le bureau confédéral refuser leur adhésion à la C.G.T. et la commission administrative refuser de les entendre. Quand on connaît les visées de l'impérialisme moscovite en Afrique du Nord, on comprend le silence de nos supernationalistes staliniens sur ces opérations dont la duplicité apparaît à tous les yeux.

Les grèves en France

pendant le 1er semestre 1946

Les statistiques indiquent nettement que la lutte pour de meilleures conditions de vie (salaires et ravitaillement), est à la base des mouvements revendicatifs (80 % environ). Dans le tableau ci-dessous, les causes locales suivantes désignent le licenciement, les incidents de l'entreprise, l'épuration, etc...

	Salaires	Causes locales	Ravitaillement
Janvier	23	7	2
Février	14	6	0
Mars	27	1	2
Avril	25	3	7
Mai	28	3	3
Juin	38	4	2

On note une poussée nette dans le cours du second trimestre particulièrement. Les grèves sont brèves car les « pompiers » ne manquent pas pour éteindre les incendies ! Les pouvoirs publics s'entremettent rapidement, efficacement aidés par les directions syndicales. Ces efforts ne réussissent pas cependant à freiner complètement le mouvement, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

	Durée moyenne des conflits :	Journées de travail perdues
Janvier	20 h. 45	19.231
Février	21 h.	23.870
Mars	12 h. 35	54.309
Avril	29 h.	57.225
Mai	20 h.	49.866
Juin	24 h.	39.267

Le nombre de journées perdues passe donc de 97.410, dans le premier trimestre à 146.358, dans le second.

L'issue des conflits montre également que la classe ouvrière a intérêt à se battre. Si les réussites totales sont peu nombreuses, les transactions marquent un progrès. Les échecs sont rares.

	Réussites	Transactions	Echecs
Janvier	4	15	2
Février	5	5	2
Mars	2	9	1
Avril	11	20	3
Mai	9	24	1
Juin	2	37	4

Dans l'ensemble, ces chiffres marquent une activité gréviste très réduite. Le mécontentement s'exprime par des grognements et éclate parfois en brusques flambées : grèves ou manifestations comme à Nantes. Le mouvement ouvrier n'organise pas la lutte par l'arrêt du travail et la mise en œuvre de sa force de masse. Dans les meilleurs des cas, il utilise la menace pour négocier, mais ne passe que rarement à l'action. On en verra les résultats.

E. B.

Lisez la brochure de

Marceau PIVERT

Essai d'Orientation

24 pages . . . . . 12 fr. — Franco 14 fr
Par 10 . . . . . 100 fr.
Par 100. . . . . 1.000 fr.

Adressez commandes à Pedro BONNET.
Boîte Postale 44, Paris (20e).
C. Ch. Post. Paris 5339-25.

Des élections américaines à la "rébellion" anglaise

par A. PATRI

L'ÉVÉNEMENT capital survenu ces temps derniers dans la politique internationale est sans doute le renversement de la majorité politique américaine passée aux « républicains ». La majorité « démocrate » n'aura pas survécu à la mort du Président Roosevelt. Plus profondément il faut voir là un renversement comparable à ceux qui ont eu lieu en Europe après la guerre, depuis la guerre, mais de signe inverse.

Faut-il voir là l'annonciation d'un cours de « droite » de la politique américaine, après un cours relativement orienté à « gauche », aux temps du « New-Deal » et de la guerre antifasciste? C'est dans ce sens que les sénateurs « républicains » Vandenberg et Connaly ont commenté le succès électoral de leur parti, en y voyant le triomphe de l'esprit de « la libre entreprise » sur les tendances « socialistes » ou tout au moins étatistes qui se sont manifestées dans l'Europe d'après-guerre. Les « républicains » américains, sont-ils l'équivalent politique des conservateurs anglais? Il serait bon de se souvenir qu'en un certain sens, les deux grands partis américains seraient plutôt des clans ou des syndicats d'intérêts politiques que des partis au sens européen du mot, c'est-à-dire des formations idéologiques. Chaque parti peut abriter dans son sein, divisés par des rivalités d'opinion ou d'intérêt, des hommes des tendances les plus diverses, allant par exemple dans le parti démocrate de Sumner Welles à Wallace en passant par Byrnes et Truman. Un antifasciste résolu comme La Guardia est de son côté républicain.

Ces partis n'ont pas de traditions idéologiques précises et c'est momentanément qu'ils semblent incarner tour à tour, la réaction ou le progrès, suivant la ou les personnalités dominantes qui se trouvent à leur tête. On pourrait songer à chercher un critère dans l'attitude du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de mouvement ouvrier organisé sur le plan politique aux U.S.A. et à la division des deux grands partis « bourgeois » semble correspondre avec une orientation également imprécise la coupure du mouvement ouvrier syndical en « American Fédération of Labor » et C.I.O. Beaucoup de sénateurs « républicains » semblent animés d'un farouche esprit anti-syndicaliste mais il ne faut pas oublier que c'est le démocrate Truman qui avait proposé, dans l'affolement provoqué par les précédentes grèves, la loi anti-syndicale la plus réactionnaire qu'on puisse imaginer.

Les grèves américaines les plus gigantesques ne mettent jamais en cause d'une manière consciente les principes du régime et c'est d'en haut, du « brain trust » de Roosevelt qu'est venu le New-Deal qui a été surtout un ensemble d'expédients pour pallier à la grande crise de 1929. On pourrait même dire que dans l'esprit de beaucoup de syndicalistes américains, le droit de grève est solidaire du régime de la « libre entreprise ». En l'absence d'un mouvement ouvrier socialiste qui n'est pas encore né, les normes politiques européennes ne sauraient être appliquées aux U.S.A. et même les notions de « droite » et de « gauche » n'ont pas de sens bien précis.

Et maintenant dans l'ordre de la politique extérieure que se passera-t-il? Les augures américains des deux partis ont déclaré qu'il ne se passerait rien et que la ligne générale demeurerait inchangée. On en doute cependant. Faut-il voir dans la victoire républicaine, le signal d'un renforcement de la politique américaine de « fermeté » à l'égard des tendances expansionnistes de l'U.R.S.S.? Ce serait la consécration de l'échec définitif des suggestions faites par Wallace.

La ligne dont on a vu l'expression d'une tendance « progressiste » pourrait signifier aussi bien l'orientation vers un nouvel isolationnisme. Si la soviétophobie est grande dans les milieux conservateurs américains, l'anglophobie ne l'est pas moins. Il existe chez les hommes d'extrême-droite aussi bien que chez les radicaux américains une tendance à rendre « l'impérialisme britannique » responsable de l'agravation du conflit U.S.A.-U.R.S.S. Dans la mesure où le succès « républicain » est un succès conservateur, il pouvait signifier un regain des tendances isolationnistes condamnées en principe par les représentants des deux grands partis, mais toujours existantes en fait. Le retour vers l'isolationnisme serait la véritable réaction contre l'esprit de Roosevelt.

Il faut sans doute chercher dans les inquiétudes suscitées en Angleterre par le résultat des élections américaines l'explication de la crise récente du parti travailliste britannique qui s'est manifestée au sein du groupe parlementaire. Lorsqu'on lit les considérants de la motion d'amendement qui a fait l'objet d'un débat aux Communes, mais qui s'est trouvée finalement sanctionnée par un vote blanc des signataires eux-mêmes, on s'aperçoit qu'il ne s'agissait pas seulement de préconiser une politique de concessions à l'égard des Soviets analogue à celle qu'avait suggérée Wallace aux États-Unis. C'est plutôt l'esprit du « bloc occidental » européen, rendu à sa signification véritable dans la mesure où ce bloc se distingue aussi bien du bloc atlantique américain que du bloc oriental soviétique, qu'il faut voir affirmé dans cette motion. Un tel bloc des nations européennes occidentales devient dans son expérience politique le bloc des européens socialistes restés attachés aux idées de liberté, de ceux qui répudient également les méthodes du capitalisme américain et celles du totalitarisme bureaucratique stalinien. Il n'aurait de sens que sur la base de la renaissance en Europe d'un mouvement ouvrier. Ce serait là la seule issue à la crise qui dévore le monde et qui menace de l'entraîner à sa perte en raison de l'antagonisme soviéto-américain. Mais plus humblement, il faut voir aussi dans l'initiative de principe des travaillistes d'opposition une réaction non seulement contre la menace d'un renforcement des tendances conservatrices américaines mais aussi contre le retour possible de l'isolationnisme.

Si le capitalisme américain songe à abandonner l'Europe occidentale à son triste sort, l'Europe doit s'organiser. Mais en tout état de cause, aussi, si elle veut éviter une insupportable tutelle américaine aussi bien que l'esclavage stalinien, elle doit encore s'organiser. La seule organisation possible de l'Europe, est celle qui pourrait s'accomplir au nom « du Socialisme et de la liberté ». C'est ainsi le seul moyen de lutter efficacement contre le danger d'une guerre qui ferait de notre continent déjà si terriblement éprouvé le charnier des vampires de l'Est et de l'Ouest.

Le Congrès International de la J. S.

par Matteo MATTEOTTI

IL peut sembler à certains que le Congrès International de la Jeunesse Socialiste tenu à Paris, congrès qui ne s'est pas résolu par la constitution officielle de l'Internationale des Jeunesses, représente un pas en arrière par rapport au Congrès précédent, celui de Perpignan. Cela n'est vrai qu'en partie. Si nous ne nous limitons pas à un examen superficiel de ses conclusions, nous nous apercevons que la récente Conférence a aussi des aspects positifs que seuls peuvent méconnaître ceux qui ayant péché par excès d'optimisme, commettent aujourd'hui l'erreur contraire. Nous nous expliquons. Au moment du Premier congrès, l'unanimité réalisée sans grands obstacles autour de la proposition de la délégation italienne, non seulement avait rempli nos camarades d'espoir, mais laissé supposer que, tout au moins selon l'ardent désir des mouvements de Jeunesse, l'Internationale Socialiste pouvait être immédiatement réalisée.

Sous-estimant la gravité des pressions qui de toutes parts auraient été exercées pour faire dévier les mouvements de Jeunesse socialiste de la direction indiquée par la Conférence de Perpignan, les promoteurs de cette dernière commirent l'imprudence de convoquer prématurément le Congrès pour la constitution officielle de l'I.J.S., congrès qui n'aurait dû avoir lieu qu'après avoir achevé avec succès une action opportune au sein de la Jeunesse socialiste des différents pays afin de l'intéresser aux problèmes de structure et de fonctionnement de l'Internationale.

Les mouvements de jeunesse n'ayant pu être consultés au préalable sur les problèmes à l'ordre du jour du Congrès de Paris, les délégations se présentèrent en majorité à la Conférence, avec des positions rigides inspirées des directives reçues des organismes centraux de leurs partis respectifs, alarmés dans de nombreux cas par la position avancée assumée par le Congrès de Perpignan.

La pression des partis apparut incontestable surtout en ce qui regarde les représentants du groupe scandinave et des mouvements de l'Europe orientale.

Les uns comme les autres se montrèrent davantage préoccupés de sauvegarder leur prestige national et d'agir parallèlement à la politique officielle de leurs partis, et, dans certains cas de leurs gouvernements, au lieu de collaborer hardiment et sans préjugés à la recherche de la voie le long de laquelle aurait pu s'édifier l'unité internationale de la jeunesse laborieuse.

Par un prétendu réalisme politique, et bien que les délégations scandinaves soient visiblement orientées vers le travaillisme anglais et les délégations orientales manifestement sujettes à l'influence soviétique, elles s'unirent dans chaque phase du Congrès contre les représentants des autres mouvements, qui, par suite d'un système de vote par nombre d'adhérents, absurde à une époque comme celle-ci, où surtout pour les pays d'Europe orientale, il est impossible de s'assurer des chiffres déclarés — restèrent systématiquement en minorité.

La conséquence la plus grave de cette alliance entre les socialistes nordiques et les orientaux fut l'exclusion des votes de la délégation allemande bien que cette dernière fût représentée entièrement par de vieux éléments anti-nazis.

Mais en ce point pourtant se montra l'aspect positif du Congrès.

L'énergie avec laquelle les délégations de la minorité réagirent contre l'exclusion de la Jeunesse socialiste allemande, donna la mesure de l'intensité de l'esprit internationaliste qui animait la majeure partie des congressistes.

Bien que ces délégations représentent les mouvements de jeunesse qui les premiers avaient pris l'initiative de la constitution de l'Internationale, elles eurent le courage d'assumer la responsabilité du renvoi à la prochaine Conférence de la constitution officielle de l'I.J.S.

Le prix pour la réalisation de leurs aspirations était le même que celui qui avait été payé par les partis à la Conférence de Clacton-on-Sea : l'exclusion des socialistes allemands. Les Jeunes à Paris ont eu l'honnêteté de reconnaître que ce prix était trop élevé et se refusèrent de le payer.

En convainquant le Congrès à se limiter en cette occasion à la création de « l'Union Internationale de la Jeunesse Socialiste» pour coordonner et amplifier son travail au sujet des problèmes immédiats de la Jeunesse, les délégués de la minorité ont sacrifié le prestige qu'aurait pu leur donner, au regard de leurs partis respectifs, une Internationale déjà constituée, plutôt que de renoncer aux bases établies par la Conférence de Perpignan, c'est-à-dire plutôt que de suivre les traces de la F.S.M.? en portant au milieu des jeunes travailleurs la distinction absurde entre vainqueurs et vaincus.

A une Internationale « quelconque » que l'on aurait pu sans difficulté concrétiser dans le Congrès, ils ont sagement préféré un organisme de transition qui leur permette de préparer politiquement la plate-forme sur laquelle devra s'ériger une Internationale dégagée des déviations étatistes qui, presque partout, menacent de corrompre le socialisme, solidement fondée sur les principes vitaux du marxisme, orientée d'une façon décisive contre la politique néfaste de l'O.N.U. et des blocs impérialistes, et tendue dans l'organisation d'une action internationale du prolétariat européen pour la constitution de l'Internationale des Jeunesses Socialistes.

En conclusion, le Congrès de Paris a été une expérience précieuse.

On s'est rendu compte qu'il faut travailler en profondeur en s'efforçant de faire pénétrer dans chacun des mouvements de Jeunesse comme dans leurs partis respectifs, par l'intermédiaire de formations transitoires qui assurent une intensification des contacts d'organisation, la conscience que la voie de la rédemption pour le prolétariat, la voie de salut pour l'Europe, ne traverse ni Moscou ni Londres, mais au contraire suit la direction d'une action révolutionnaire de la classe laborieuse européenne, mobilisée autour « d'une organisation internationale vigoureuse et indépendante de tout gouvernement. »

Le fait que, après un congrès au cours duquel s'est confirmée la gravité de la pression que les satellites de deux idéologies rivales ont exercée avec ensemble pour briser ou dévaloriser l'unité internationale du prolétariat, les délégations des mouvements de Jeunesses

(Suite page 19)

CRISE ECONOMIQUE EN ESPAGNE

Par Ignacio IGLÉSIAS

DANS une Europe déchirée et ruinée par la guerre, incapable de surmonter sa crise et de retrouver un équilibre même relatif, l'Espagne apparaît comme l'un des pays dont la situation économique est la plus catastrophique : on peut même affirmer, que l'heure de son effondrement s'approche à grands pas, car le régime franquiste s'est révélé absolument incapable d'apporter le moindre remède à cette situation. Ce qui veut dire, sans aucun doute, que les jours de Franco sont comptés, dès à présent.

Le franquisme paie aujourd'hui sa politique de collusion avec le fascisme italien et avec l'hitlérisme. Il a misé sur leur victoire. C'était là sa raison d'existence. Et toute sa politique économique a été orientée d'après cette perspective fausse. Il comprit trop tard cette erreur, et tenta de changer de direction en offrant aux Alliés d'importantes branches de l'économie espagnole, qu'il hypothéqua alors en leur faveur. En fait, comme il était trop tard, il ne fit ainsi que souligner son instabilité et sa dépendance économique à l'égard de l'extérieur.

Il est indiscutable que Franco fit un effort considérable, au cours des premières années, en vue de conquérir son indépendance économique.

Le résultat fut une augmentation notable de la production charbonnière et de minerai de fer, et cette augmentation ne s'est pas ralentie au cours des dernières années. L'extraction de charbon est passée de 10 millions de tonnes en 1940 à 12 millions 600 en 1945 ; celle du minerai de fer de 1.224.000 tonnes en 1944 à 1.431.000 en 1945. Inutile d'ajouter que cette augmentation de production minière est obtenue au moyen d'une exploitation renforcée des travailleurs, qu'on oblige à faire des heures supplémentaires et à accroître le rendement individuel.

Grâce à cette politique, le régime franquiste visait deux objectifs : s'affranchir de l'importation du charbon anglais (environ 1 million de tonnes par an) et par ailleurs, augmenter l'exportation de minerai de fer afin d'assurer une bonne source de devises. Mais la sécheresse persistante de ces dernières années a provoqué l'échec de ce plan. Les ressources d'énergie hydro-électrique de l'Espagne sont demeurées très inférieures aux besoins et les restrictions imposées à la population comme à l'industrie ont eu une grave répercussion : il a fallu utiliser de l'énergie thermo-électrique, donc consommer le surplus de charbon qu'on destinait à l'exportation. En conséquence, alors que la production de charbon avait augmenté, le contingent livré à l'industrie diminuait. Enfin, pour compléter le tableau, le million de tonnes qui venait annuellement d'Angleterre ne put être livré à cause des besoins propres de ce pays. La production de lingots de fontes décrut de 15 % et celle de l'acier de 12 %.

Quant au minerai de fer, les chiffres d'exportation n'ont pas cessé de descendre à partir de 1942, atteignant l'an passé un chiffre presque ridicule. Certes, les exportations ont un peu remonté au début de cette année, en direction, principalement, de l'Angleterre et de la Hollande, mais pas en quantité suffisante pour influer notablement sur la difficile situation économique du pays. Selon la Chambre Minière de Bilbao, organisation patronale, il faudrait exporter en grandes quantités pour que l'augmentation de production ainsi obtenue compense les frais d'extraction. Jusqu'à ces derniers temps, il existait une Caisse de Compensation, organisme d'État, qui payait aux entreprises minières une somme déterminée par tonne de fer extraite ; mais ses ressources se sont épuisées et il a fallu recourir à une augmentation de prix de 7 pesetas par tonne. Cette augmentation se répercute naturellement sur le marché. C'est donc là un cercle vicieux duquel le franquisme ne réussit pas à s'affranchir.

Un autre aspect de l'économie espagnole mérite d'être souligné : c'est l'usure d'un outillage démodé, qui n'a pas été renouvelé ni modernisé depuis de longues années. Et l'industrie textile, la plus importante, souffre le plus de cette déficience.

Le *Moniteur des Intérêts Matériels* du 20 juillet, s'exprime ainsi :

« *En ce qui concerne plus spécialement le coton, sur 2 millions de broches, un quart devrait être remplacé, et sur 70.000 métiers, 17.000 sont à changer ; les dépenses afférentes à ces deux opérations seraient fort importantes ; on les évalue dans le premier cas à 175 millions de pesetas, et dans le second cas, à 250 millions de pesetas.* »

Le résultat est que les tissus espagnols sont d'un prix prohibitif. Récemment, l'U.N.R.A. a annulé une commande importante à cause du coût trop élevé de la marchandise.

L'industrie nationale est incapable de fabriquer les nouvelles machines. Celles-ci doivent venir de l'étranger — mais pour cela, il faut des devises — que le gouvernement franquiste n'a pas. Pour cette raison, Franco cherche des crédits à Londres et à Washington. On sait qu'il a tenté de négocier un emprunt de 15 millions de livres sterling et un autre de 100 millions de dollars. Et comme il n'a rien obtenu, il a recours à un autre expédient : il exporte une partie de la récolte de cette année, ce qui va évidemment aggraver la situation alimentaire de la population, qui est déjà réduite à des rations de famine, parmi les plus basses de celles qu'on connait en Europe.

En ce qui concerne l'exportation projetée de la récolte d'huile d'olive, Randolf Churchill écrivait récemment dans le *Daily Mail* : « *Quand on saura cela en Espagne, le régime de Franco sera gravement compromis.* »

Si la récolte de cette année — qu'on ne pourra rassembler avant décembre ou janvier — n'est pas distribuée intégralement au peuple espagnol, il y aura une grande indignation. Puis il ajoute :

« *Tous les experts sont d'accord pour annoncer que Franco devra affronter une crise économique de première grandeur.* »

Parallèlement à cette menace, la hausse des prix continue inexorablement. *L'Economist* signale une hausse particulièrement sensible depuis le début de cette année :

1936	92,9
1939	155,6
1945	315,7
Octobre 1945	327,5
Novembre 1945	339,4
Décembre 1945	346,4
Janvier 1946	352,2
Février 1946	352,7
Mars 1946	365 »
Avril 1946	369,1

Et on peut être assuré que, dans les mois suivants, l'index des prix a augmenté en progression géométrique à tel point que Randolf Churchill, prévoit le prochain effondrement de la monnaie, en relation avec l'inflation, la peseta ayant été artificiellement maintenue jusqu'à présent à un niveau qu'il devient impossible de soutenir.

Ainsi le sort de Franco est littéralement sous la dépendance directe du capitalisme anglo-américain. En commentant la situation espagnole, le *Moniteur des Intérêts Matériels*, déjà cité, concluait ainsi : « *Si le prêt anglais est accordé, l'Espagne jouira d'un répit, mais s'il ne l'est pas?...* »

S'il ne l'est pas, la chute de Franco est imminente. Tous les symptômes semblent indiquer que, cette fois, les Anglo-Américains se disposent à donner une solution à la question espagnole, solution qui sacrifierait Franco, mais qui ne donnerait pas satisfaction aux aspirations du peuple espagnol.

Car si la restauration de la monarchie est écartée, le rétablissement de la République n'entre pas dans les intentions de Londres et de Washington. Ceux-ci cherchent actuellement un Badoglio espagnol.

Telle est la perspective qui s'offre aux masses populaires espagnoles. Mais celles-ci n'ont pas dit encore leur dernier mot et la chute de Franco peut ouvrir une période dont personne ne peut prévoir les limites.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

LE MONDE OUVERT

ETATS-UNIS

● **La réunion de l'exécutif de la Fédération syndicale mondiale** (Washington) *Deakin* (anglais, successeur de Ernest Bevin à la tête de la Fédération des Travailleurs des transports, maintenant président de la Fédération Syndicale Mondiale) :

« Le Bureau Exécutif appelle ses 70 millions de membres à faire savoir à chacun de leurs Gouvernements leur détermination de s'opposer à la préparation d'une autre guerre et de combattre les forces mauvaises du fascisme et de la réaction qui menacent encore la paix mondiale... »

Des journalistes demandent. — Est-ce que cela signifie que des menaces de guerre viennent en ce moment de l'Espagne et de l'Allemagne principalement?

Réponse de Deakin. — NON. *Réponse de Saillant.* — OUI. Tous les journalistes remarquèrent l'absence à cette conférence de presse du délégué soviétique Tarasov. L'Exécutif a demandé de surseoir à toute admission des syndicats allemands en attendant une décision de la Fédération Syndicale Mondiale. Il se réunira à nouveau à Paris en décembre, et le Conseil Général se réunira à Prague en juin 1947. Saillant est envoyé à Trieste pour essayer d'y unifier les syndicats yougoslaves, italiens et triestins. Au service de qui?

● **Des chiffres qui font rêver** : 297.000 avions ont été construits en cinq ans. En même temps, 76.000 bateaux, 315.000 canons d'artillerie de campagne ; 165.000 pièces d'artillerie navale ; 86.000 tanks, 2 millions 400.000 camions et camionnettes. En tonnage, 60 millions de tonnes de bateaux, soit trois fois le tonnage de la flotte britannique de 1939... En 1944, chaque Américain recevait 7 pour cent de denrées alimentaires de plus qu'en 1935. Le revenu national passe de 97 milliards de dollars en 1940 à 199 milliards de dollars en 1944.

● **Congrès de l'American Federation of Labour (A.F.L.)**. Chicago, 15 octobre ; 7 millions de syndiqués représentés. Délégation d'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Equateur, du Pérou, du Vénézuela, de l'Uruguay, du Mexique. Huit discours de ces délégués latino-américains demandant la formation d'une puissante fédération continentale des syndicats anti-totalitaires. Réponse favorable du secrétaire de l'A.F.L. chargé des relations avec l'Amérique latine, George Meany : « Nous sommes tout autant dressés contre le capitalisme américain exploitant les ouvriers latino-américains que nous le sommes contre ce même capitalisme quand il nous exploite nous-mêmes ». Deux délégués des Syndicats britanniques provoquèrent un vif intérêt, et même une tension, en posant le problème de l'adhésion de l'A.F.L. à la Fédération Syndicale mondiale. O'Brien, du Syndicat britannique des Travailleurs du Cinéma justifie ainsi la demande d'adhésion : « Nous avons voulu rechercher entre les syndicats des différents pays du monde une unité plus profonde que celle qui existait en 1939, quand la guerre a éclaté. » Et il essaya de rassurer les délégués en affirmant que « jamais l'influence du Parti Communiste britannique n'a été aussi faible sur le Gouvernement et dans les syndicats qu'en ce moment. »

Sam Watson, secrétaire de la Fédération des Mineurs anglais fit un exposé des difficultés rencontrées en Proche-Orient par les travaillistes, laissant entrevoir qu'on serait assez disposé à remettre les mandats britanniques à l'O.N.U., mais alors les conditions de ces régions empireront car la Russie Soviétique y joue son rôle. Alors William Green remercia les orateurs anglais et fit rire le Congrès en remarquant que leurs exposés lui « semblaient légèrement en contradiction ».

La plus importante décision qui nous intéresse est celle qui crée, à Paris, un Bureau International permanent, qui sera probablement dirigé par Irving Brown, en vue d'informer tous les travailleurs sur ce qui se passe dans la classe ouvrière et de prendre partout la défense des droits de l'homme et du syndicalisme indépendant.

● **La progression des organisations syndicales américaines.** (La première organisation de travailleurs connue est celle des ouvriers en chaussures, de Philadelphie, en 1792) :

1870	300.000
1886	1.000.000
1914	2.687.100
1920	5.047.800
1930	3.392.800
1940	9.000.000
1946 environ	15.000.000

PÉROU

● Le Gouvernement démocratique vient de lever toutes les conditions financières et autres qui étaient exigées auparavant des immigrants.

ARGENTINE

● Le dictateur Péron vient d'interdire toute caricature politique.

ANGLETERRE

● Au Congrès des T.U. : Progrès de la gauche sur les questions internationales. La tentative de maîtriser bureaucratiquement les « grèves sauvages » à l'occasion de la discussion sur le « monopole syndical » fut déjouée. Et mieux encore, la position du Gouvernement travailliste sur la question espagnole fut désavouée par une majorité écrasante. Bob Edwards, président de l'I.L.P., au nom de son Syndicat des Industries Chimiques fit trois interventions très applaudies et très efficaces sur les problèmes syndicaux, sur l'Espagne, et sur l'énergie atomique. Voici le résumé des deux dernières, qui intéressent tous nos camarades :

« *La plus grande désillusion apportée par le gouvernement travailliste aux ouvriers, déclare Bob, c'est le soutien*

qu'il apporte à Franco.» L'Espagne d'aujourd'hui est la bienheureuse chasse gardée des financiers qui dictent au gouvernement travailliste sa politique étrangère. Il y a 1.300.000.000 pesetas de capitaux allemands investis en Espagne par l'homme qui a financé Hitler, et par les industriels allemands qui continuent à résider en Espagne. Il y a encore 60 raffineries de pétrole qui appartiennent à des Nazis. Les mines d'Espagne sont propriété de la Rio Tinto dont les administrateurs-directeurs sont Anthony Eden et Oliver Lyttelton. L'Espagne franquiste est un Etat policier du même type que l'Allemagne nazie. Cinquante pour cent du revenu national sont absorbés par les dépenses militaires, l'espionnage international, les moyens de répression en vue de garder en esclavage 20 millions d'habitants. Quand le Major Attlee et les travaillistes attendent du peuple espagnol qu'il renverse par ses seules forces intérieures un Etat policier de cette sorte, ils souhaitent purement et simplement une aventure qui serait un suicide puisqu'il ne peut y avoir de renversement de Franco en dehors du soutien actif du prolétariat international.

Sur la question de l'énergie atomique, Bob Edwards fit un exposé saisissant des énormes possibilités, et des dangers terribles que présente cette découverte :

« Le facteur dominant toute notre civilisation est aujourd'hui la capacité d'utiliser toutes les formes d'énergie. La quantité d'énergie produite par une nation, par un système économique, détermine dès à présent son avenir et son classement. L'énergie multiplie la rapidité de circulation des hommes et des denrées ; elle accélère la vitesse de développement de l'industrie et des progrès sociaux. Elle rend bien plus accessibles la sécurité les loisirs, les raffinements de la culture. Les grandes puissances sont celles qui disposent d'une grande quantité d'énergie ; les nations arriérées sont celles qui n'en ont que très peu. L'énergie atomique, aujourd'hui, permet de réduire de 90 pour cent les besoins de main-d'œuvre : si on l'utilisait dans les mines, l'industrie, l'agriculture, les usines de toutes sortes, il suffirait de 10 pour cent de la main-d'œuvre actuellement employée ; le reste des efforts humains de production pourrait être transformé en loisirs... Nous sommes au début de la plus grande révolution technique de tous les temps ; il est absurde et criminel de la transformer en moyen de destruction. »

Bob Edwards montre alors la possibilité d'utiliser l'énergie atomique dans la gazéification du charbon, la fusion des métaux sur le lieu de leurs gisements, la création de nouvelles industries synthétiques, le chauffage ou la climatisation de grandes cités, la modification des climats eux-mêmes par la fusion des neiges et banquises arctiques ; le creusement de grands canaux, l'irrigation d'immenses déserts qui deviendront cultivables, etc... L'ensemble de la structure industrielle de notre civilisation est ébranlé... Raison de plus pour que l'humanité arrache enfin aux mains des monopoles privés capitalistes l'utilisation d'une telle source de transformations incalculables : si nous n'y parvenons pas, le monde, et, pour commencer, la Grande-Bretagne, seront plongés dans un nouveau Moyen-Age de barbarie et de mort ; notre pays deviendra un monceau de ruines atomiques inhabitables.

DANEMARK

● **Copenhague** : Le Président du Conseil ayant réclamé le rattachement du Schleswig du Sud au Danemark sans en référer au Parlement, la situation politique s'est compliquée : Knud Kristensend, en effet, est le représentant d'un petit parti libéral-paysan (Venstre, ou Gauche) ayant 38 députés. L'opposition comprend les Radicaux (11), les Socialistes (48), les Communistes (18). (Les Conservateurs, 26 députés, soutiennent le Gouvernement). Les négociations en vue de la fusion Communiste-Socialiste ont échoué. Les Communistes avaient gagné des voix au détriment des Socialistes aux dernières élections ; mais aux élections municipales les Communistes n'ont retrouvé que 60 pour cent de leurs suffrages précédents. Ils ont perdu de l'influence en déclenchant des grèves (aux abattoirs) en dépit d'un vote parlementaire. Le programme du Parti Socialiste est plus radical qu'autrefois.

NORVÈGE

● **Reconversion à retenir** : les Norvégiens achètent des bateaux de débarquement américains désaffectés pour en faire des théâtres flottants qui iront porter la joie et l'éducation artistique aux riverains ou habitants des îles ; chaque bateau ainsi transformé en salle de spectacle contient 600 places, une scène, des loges d'artistes et un restaurant.

ESPAGNE

● **Madrid** : Notre excellent camarade Joaquin Maurin, après dix années de prison, vient d'être libéré et placé en résidence surveillée. Il avait été capturé par les franquistes en Galice alors que, député du P.O.U.M., il faisait une tournée de propagande, le 18 juillet 1936, c'est-à-dire le jour choisi par les fascistes européens (espagnols, allemands, italiens, etc.) pour déclencher leur contre-révolution sanglante.

● Des grèves se sont produites à Barcelone dans les premiers jours de novembre. Les ouvriers des grandes usines de l'industrie textile : « Espana industrial », « Puig Marti », « Battlo », « Trinchet » ont arrêté leur travail en protestation contre l'insuffisance du ravitaillement. Ils ont en outre demandé une augmentation de salaires. Les grèves ont été dirigées par les syndicats clandestins de la U.G.T. et de la C.N.T.

● Un grand mouvement d'unité d'action syndicale a été constaté au cours des dernières semaines. Des comités de liaison C.N.T.-U.G.T. ont été constitués dans les villes les plus importantes de la Catalogne. L'U.G.T. est dirigée par des militants du Parti Socialiste et du P.O.U.M. La C.N.T. est dirigée par des militants anarchistes.

● D'après une information sérieuse une importante réunion de généraux s'est tenue dernièrement dans la capitale. La question du remplacement du gouvernement de *Franco* a été débattue ; on envisage de mettre à sa place un gouvernement de coalition militaire qui espère recevoir une aide de la part des Alliés !

ALLEMAGNE

● **Les élections municipales à Berlin** ont donné les résultats définitifs suivants :

Parti Social-Démocrate	947.440
Parti Chrétien-Démocrate	442.837
Parti Unifié Communiste-Socialiste	389.783
Parti Libéral-Démocrate	179.761

SUISSE

● **Congrès international des coopératives.** Le 5 octobre dernier, à Zurich, a eu lieu le Premier Congrès International des Coopératives depuis 1937. Une initiative importante y a été prise : la création d'une Coopérative Internationale des Pétroles ; c'est une grande aventure : les coopératives achèteront leur pétrole et exploiteront les ressources des pays producteurs associés en observant les règles de la coopération, sur des bases de non-concurrence, mais au contraire en répartissant également les bénéfices d'exploitation entre producteurs et consommateurs. Le capital international de la nouvelle coopérative est de 15 millions de dollars au départ (environ un milliard 800 millions de francs). Vingt-deux pays y participent.

INDES

● **Bombay.** D'après un câble adressé à Fenner Brockway par le Professeur Ranga, représentant du Congrès hindou à l'organisme international des vivres, 95 pour cent des paysans de la province de Madras sont alimentés pauvrement au jour le jour par des magasins qui n'ont aucune réserve ; la famine rôde partout ; la description des enfants qui ont faim est tragique. L'importation de denrées alimentaires est une question de vie ou de mort pour des millions d'êtres humains.

Le mouvement socialiste hindou.

● B.P. Sinha Président du plus grand syndicat des mineurs des Indes et membre du Parti Socialiste du Congrès hindou est venu nous rendre visite. Après nous avoir entretenu de *Jai Prakash Narain*, magnifique militant et puissant théoricien du mouvement socialiste hindou, il nous donna de précieuses informations sur le socialisme aux Indes. En voici, résumés, quelques éléments :

Les camarades socialistes hindous comprennent parfaitement qu'il est absurde de parler du Socialisme dans un seul pays, même s'il est immense, comme l'Inde : ils éprouvent le désir de construire, de toute urgence, une internationale socialiste révolutionnaire. Dès que les Partis européens auront pris l'initiative à ce sujet, ils enverront une délégation dirigée par Jai Prakash Narain lui-même. Ils considèrent le marxisme comme un instrument de pensée et d'action révolutionnaires ; cet instrument n'a de valeur et d'efficacité que s'il s'applique à l'ensemble de la crise mondiale, et non à tel ou tel de ses aspects sur tel ou tel des pays. Les Socialistes hindous considèrent que les Partis Communistes et leur Troisième Internationale sont en pleine liquidation théorique et pratique en tant qu'organismes révolutionnaires. D'ailleurs, aux Indes, le P.C. est complètement discrédité pour avoir pris position d'abord en 1938, et surtout à partir de 1941, contre le mouvement d'indépendance nationale de l'Inde. Les masses hindoues, au contraire, vont au Parti Socialiste, qui est en pleine ascension : Plusieurs centaines de milliers de jeunes gens, trempés par les luttes illégales contre l'impérialisme britannique ont apporté au Parti un dynamisme extraordinaire. Le Parti ne les admet qu'après un stage au cours duquel ils doivent faire la preuve de leur dévouement désintéressé à la cause socialiste ; l'aspect humaniste et une haute tenue morale caractérisent le socialisme hindou. Il est aujourd'hui, et de loin, la plus puissante de toutes les organisations, comptant à peu près la moitié des effectifs du Congrès, (Jai Prakash Narain est membre de l'Exécutif du Congrès).

INDONÉSIE

● Les insurgés ont finalement fait reculer l'impérialisme : la République indonésienne est reconnue ; elle a été soutenue dès le début par la solidarité ouvrière des dokers et marins de tous les pays d'Extrême-Orient, y compris des australiens. La résistance du prolétariat hollandais y a été aussi pour quelque chose : le dernier départ des troupes hollandaises pour l'Indonésie avait donné lieu à de puissantes manifestations à Rotterdam ; de nombreux soldats avaient refusé de partir.

● Une des premières mesures prises par le Gouvernement républicain est la création d'une banque d'Etat à Jogjakarta, avec succursale à Batavia.

NIGÈRIA

● On continue à appliquer la législation exceptionnelle du temps de guerre aux journalistes indigènes : Tinubu, éditeur du « Nigerian Spokesman » vient d'être condamnés pour un article anti-impérialiste pourtant bien anodin, que reproduit le Socialist Leader du 12 octobre à Londres.

CHINE

● **Bientôt vingt années de guerre.** Le 10 octobre les troupes nationalistes chinoises se sont emparées de Kalgan : l'aide américaine au Kuomintang est très généreuse et très efficace. Cela ne veut pas dire que le régime de Chang-Kaï Check soit extrêmement démocratique... Mais la conquête du grand quartier général des forces communistes du nord de la Chine ouvre sans doute une phase nouvelle dans le partage des zones d'influence au milieu d'un malheureux pays ravagé par près de vingt années de guerre civile et de guerres de libération...

JAPON

● **Vague de grèves politiques** : lutte entre les syndicats influencés par les socialistes et les syndicats influencés par des communistes tendance C.I.O. Les deux tendances étaient d'accord pour réclamer la démission du Premier Ministre Yoshida et de son cabinet Mais les communistes décrétèrent une grève générale des journaux, afin de conquérir le contrôle des imprimeries ; ils échouèrent. Une loi vient en outre d'être votée pour imposer l'arbitrage obligatoire pour toute grève concernant un service d'intérêt public.

HAWAI

● **Honolulu** : 25.000 ouvriers de l'industrie sucrière ont déclenché une grève ; les employeurs ont cédé ; les augmentations de salaires ont été accordées ; mais le prix du sucre fut immédiatement haussé avec l'autorisation du Gouvernement américain. Mais la première caractéristique du mouvement est le succès d'une organisation syndicale de 33.000 membres, qui a réuni dans ses rangs toutes les races : philippins, portugais, japonais, etc. A présent, les employeurs ne peuvent plus jeter les travailleurs les uns contre les autres, comme ils le firent avec tant de succès à la fin de la première Guerre mondiale.

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

RUSSIE

● **Une appréciation de Worldover Press** : « La Russie a ses complications partout en Europe, où elle a souffert une perte de prestige ; et encore plus de complications à l'intérieur. La désorganisation interne est la raison principale du « rideau de fer », bien qu'il y ait également d'autres raisons. L'Ukraine est en ébullition, avec des phénomènes de révolte naissante et parfois ouverte ; les purges qui prennent pour prétexte la mauvaise administration des kolkoses sont beaucoup plus d'origine politique qu'on ne le dit. Les emprisonnements et la terreur n'ont d'ailleurs pas arrêté les troubles. Encore plus significatives sont les révoltes qui se produisent en différents points depuis la frontière de Pologne jusqu'à Vladivostok, et d'une manière continue, en dépit des réalisations dues aux leaders soviétiques ; parce que les progrès accomplis ont été compromis sur le plan économique par les dévastations de la guerre, et aussi parce que l'esprit de liberté n'est pas mort. »

● La disgrâce de Youkov, l'un des plus brillants chefs militaires russes est expliquée dans le *New-Leader* de New-York par Nicolaïevsky : l'appareil du Parti a remis au pas les militaires. Des civils ont été promus généraux, comme Poskrebyshev, chef du secrétariat particulier de Staline pour tenir sous un étroit contrôle les chefs de l'Armée Rouge.

POLOGNE

● Voici une nouvelle liste de leaders du Parti Paysan polonais assassinés par la police secrète russe : NARCYZ WIATK l'un des héros de la Résistance contre les nazis, (commandant d'un bataillon de paysans dans le Sud). WLADYSLAW KOSDER, de l'Exécutif du P.P.P., Major SOKOLOWSKI, BOLESLAW SOBIORSK membres du Conseil National ; Ignacy GADZALA Edmond WILK et Francisizek LAZOWSKI. Les déportations des jeunes polonais s'est accrue et de nouvelles listes de proscrits sont formées. On a eu des détails sur la destruction par le feu, le 2 mai dernier, du village de Wawolnica par la police de PULAWY. Plus de 100 foyers paysans furent détruits, 2 paysans furent brûlés, un mourut d'attaque cardiaque, un autre tomba fou. La police essaya alors de faire signer une déclaration mettant ces atrocités sur le compte des « bandits » vivant dans les forêts.

YOUGOSLAVIE

● Le service américain d'information a été ferme : il est interdit en Yougoslavie comme en Russie (et derrière le rideau de fer) de lire les journaux et publications des autres pays. La presse yougoslave n'a rien su de l'échange de notes diplomatiques entre Tito et les U.S.A. au sujet de l'avion américain abattu.

ROUMANIE

● Un nouvel ambassadeur roumain vient d'être envoyé à Washington : c'est Michael Ralea qui était très lié d'amitié avec Robert LEY, l'ex-chef du Front du Travail nazi ; il conduisit bien souvent des manifestations nazies à Bucarest. Epuration ! ! ! diront les staliniens : « Faites comme je vous dis mais non pas comme je fais. »

LA RÉVOLUTION RUSSE

Pour comprendre l'évolution de la Russie Soviétique depuis 1917, vous devez lire :

Rosa LUXEMBOURG :

La Révolution Russe ..... **20 fr.**

Marxisme contre Dictature ..... **25 fr.**

Victor SERGE : 16 Fusillés ..... **25 fr.**

HIDALGO : Un notaire espagnol en Russie. Préface de Henri Barbusse..... **50 fr.**

Envoi franco de port. — Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefeuvre, 15, rue de la Huchette, Paris (5e). C. C. Postaux : Paris 633-75.

RETOUR DE BERLIN

Méditations dans le train

par John DOS PASSOS

Dans les quatre zones d'occupation les représentants des Démocraties et des Soviets s'affrontent dans la confusion

L'HOMME qui occupait l'autre couchette, dans mon compartiment, était un américain, professeur d'Université, qui avait passé plusieurs mois en mission en Allemagne. C'était un homme grand, à cheveux gris, au nez fort dans un grand visage fatigué et ridé, à l'air confiant. Nous nous mîmes d'emblée à parler des Russes. Il n'y a guère, à Berlin, autre chose dont on puisse parler. En quelque lieu que vous alliez, les Russes sont la force positive. Il me demanda ce que je pensais de l'attitude de nos nationaux à Berlin à l'égard des Russes. Je dis qu'elle était embarrassante.

« Embarrassante », dit-il. « Elle est tout à fait folle. »

« Il nous faudrait faire connaître un peu plus la sorte de gens, auxquels nous avons affaire », dit le capitaine à cheveux roux qui était debout dans le couloir. Nous l'invitâmes à entrer et il s'assit sur le bord de la couchette inférieure, les mains sur les genoux.

« Si les Russes étaient un chœur d'anges, » dit le professeur, « il ne serait pas sans danger de faire les concessions que nous faisons. Naturellement, pour être juste à l'égard des hommes qui sont en fonction pour nous, il nous faut admettre qu'ils ont hérité des Trois Grands une entreprise impossible. »

Il ajouta qu'il pensait qu'il avait été prouvé à la satisfaction de tous, que l'apaisement était une affaire dangereuse. Il arrivait à comprendre comment les Américains avaient perdu tout intérêt en Europe et voulaient rentrer, mais il ne parvenait pas à comprendre comment toute une nation pouvait acquérir aussi rapidement une psychologie de victime. Nous étions collectivement tout à fait comme Chamberlain et son parapluie : « La paix dans notre temps. »

Je lui demandai ce qu'il supposait que les Russes pensaient de nous.

Il parlait allemand, nous expliqua-t-il, assez couramment. En parlant aux Allemands qui étaient imprégnés d'idées russes, il avait découvert que les Communistes nous jugeaient dans les mêmes termes que le faisaient les Nazis. Ce fut une des choses qui rendit si facile pour les ex-Nazis et les Communistes, le travail en commun. Ils parlaient des Américains comme d'enfants barbares. Ils admettaient que nous avions été capables de mettre sur pied une organisation industrielle efficace et que notre organisation industrielle avait gagné la guerre pour nous. Mais maintenant nous étions épuisés, disaient-ils. « La production de guerre avait été le dernier grand effort du capitalisme américain. Notre mode de vie et notre babillage sur la liberté étaient des hypocrisies désuètes, le reflet d'un âge dépassé. Le capitalisme allait crever de ses propres contradictions. En tant que nation, nous étions morts déjà et nous ne le savions pas. »

« Eh bien, ils semblent être un brin barbares eux-mêmes, selon notre façon de penser », dit le capitaine à cheveux roux. « Quelques-uns de nos garçons agissent assez rudement, mais si on en venait à discuter de barbarie, les Russes gagneraient haut la main. »

« Ils ne l'entendent pas comme nous », dit le professeur. « Ils veulent dire que nous sommes en retard sur notre temps... que nous vivons encore au XIX^e^ siècle. Que nous ne comprenons pas le monde de la force politique dirigée... Ils pensent **que nous n'avons d'autre idée que celle du profit.** Les profits comme but de vie, cela semble enfantin à des hommes élevés dans un système dont l'enjeu est le pouvoir direct sur la vie et la mort d'autres hommes... La mécanique sociale. C'est un mets beaucoup plus fort... »

La traversée de la frontière verte

« Je suis allé dans la zone russe **derrière Potsdam** », continua le professeur. « Un collègue m'avait demandé de découvrir ce qui était arrivé à un de ses frères et à sa famille. J'ai parfaitement tiré l'affaire au clair. Avec quelques autres hommes, je m'emparai d'une Jeep. Nous emportâmes des cigarettes. Chaque fois que nous rencontrions une sentinelle russe, je lui donnais un paquet de cigarettes, elle nous laissait passer. Nous trouvâmes l'adresse. C'était dans une petite ville de la grande banlieue. La femme nous conta l'histoire. Quand les Russes arrivèrent, elle était à la maison, avec sa sœur et son mari. Elle voulait prendre des couvertures et se cacher dans les bois. Il dit qu'il n'en voyait pas la nécessité, qu'on ne meurt qu'une fois. Un groupe de soldats ivres fit irruption. Ils violèrent la femme et sa sœur en présence du mari qu'ils contraignirent à se tenir sur une chaise. Puis, ils tirèrent une balle dans la tête du mari. »

« Peste », dit le capitaine. « Je ne puis les comprendre. » Et de nouveau il sortit dans le couloir.

« Ils ne sont pas tellement différents des autres gens », dit le professeur de sa voix tranquille et gutturale, tandis que les bâtiments de la gare faisaient place à de vastes plaines semées de blé, s'estompant dans l'obscurité du soir. « Certainement pas », continua-t-il à voix plus basse, comme s'il répondait à une question qui se posait dans son esprit. « A l'exception de leur endoctrinement effrayant. Après tout, nous savons ce que les Nazis ont pu faire de l'esprit allemand en douze ans. Les Communistes ont eu un quart de siècle pour opérer sur les Slaves. » Il fit une pause. « Nous ne devrions jamais sous-estimer les Russes », dit-il encore. Nous étions assis, attentifs au martèlement des roues sur les rails. « C'est un des peuples les plus doués de la terre. Il y a dans l'esprit russe une grande largeur de vue, mais entre eux et nous, il y a le Kremlin et la propagande du Kremlin. Hitler avait raison en ce qui concerne la puissance du mensonge. »

Après le dîner, je m'étendis sur ma couchette, et j'essayai de réunir les observations faites au cours des quelques jours que j'avais passés à Berlin. Berlin m'avait laissé une impression de cauchemar, difficile à définir. Le voyage depuis Francfort avait été amusant. L'auto du correspondant qui m'avait emmené avait eu une panne dans la petite ville à demi construite en bois de Northeim, sur la lisière du Hartz. Nous avions été hébergés à l'Hôtel du Gouvernement Militaire Britannique, par le Commandant de la Place, un Ecossais sardonique à figure rubiconde, quelque peu pris de boisson, et nous avions pris nos repas dans un café tenu de l'autre côté de la rue par un détachement de cheminots américains. Le sergent y était enjoué et cordial. Il venait de New-Jersey. Il paraissait avoir une provision inépuisable de bière. C'était comme dans un restaurant allemand de Newark. Le représentant local du Comité de Secours des Nations-Unies, qui était originaire de Washington et sur le point de renoncer à ses fonctions, parce qu'il ne pouvait rien trouver de bon dans cette organisation, nous emmena ce même soir au Club des Officiers Anglais à Göttingem. Göttingem et Northeim, bien que toutes deux bourrées de réfugiés, semblaient plus normales et mieux organisées que les villes que nous avions vues dans la zone américaine. Il y avait davantage de boutiques ouvertes. Il semblait y avoir davantage d'éclairage. Il y avait même des chapelets de saucisses suspendus aux vitrines des « Delicatessen ».

Au Club des Officiers, nous rencontrâmes un groupe de jeunes britanniques radieux. L'un des jeunes gens connaissait manifestement bien les Russes et était journellement en contestation avec la délégation russe pour l'échange des populations. Göttingem était l'un des endroits où les Allemands allant vers l'Ouest, dans la zone britannique, étaient échangés nombre pour nombre contre des Allemands allant vers l'Est dans la zone russe. L'échange se faisait très bien, mais de véritables foules passaient à travers bois, courant le risque d'être abattus par une sentinelle. C'était ce que les Allemands appelaient la frontière verte. Nous parlâmes de la façon dont l'Allemagne était devenue une masse fluide de gens sans foyer, Allemands transplantés, Polonais, Baltes, Ukrainiens, Serbes, déserteurs russes, membres de l'armée Vlasow qui avaient combattu aux côtés d'Hitler, et même de Français et de Belges qui, pour une raison ou une autre, ne voulaient pas rentrer chez eux. Les autorités des différentes zones ne pouvaient pas véritablement en suivre les déplacements. Des foules de gens apparaissaient et disparaissaient à une place ou à une autre, aussi mystérieusement que des harengs en mer du Nord.

« Il faudrait que vous rencontriez mon sergent Pavlow », nous dit-il. « Il est ici pour rechercher ce que les Russes appellent des criminels de guerre. La plupart d'entre-eux sont tout bonnement des opposants politiques au régime. Nous le laissons en avoir quelques-uns, quand il peut faire la preuve de ce qu'il avance, mais il est gourmand. Il est particulièrement brutal à l'égard des Esthoniens et des Lettons. A la vue d'un intellectuel balte, ses dents grincent comme celles d'un chien. Vous savez comme ils grincent des dents quand on leur montre un poulet qu'ils ne peuvent attraper. » « Non, Pavlow, vous ne pouvez avoir celui-ci, lui disons-nous. »

Nos amis anglais étaient brillants, ils étaient bien informés, c'était l'espèce la plus agréable de jeunes universitaires, mais après avoir bu quelques verres, ils ne pouvaient déguiser le mépris qu'ils ressentaient vis-à-vis de nous, Américains. Ils étaient nos hôtes et faisaient un réel effort pour être polis et aimables, mais quand le whisky leur montait à la tête, leurs sentiments se mettaient à l'emporter.

Les débris d'une Cité et d'un mode de vie

Je rappelais mes souvenirs de Berlin, étendu sur ma couchette dans le train cahotant qui m'emportait vers Francfort, attentif au martèlement des roues carrées du sleeping-car décrépit de la Mitropa. Les ruines de la ville étaient si étendues, qu'elles revêtaient la grandeur d'un phénomène naturel comme le « Garden of the Goats » ou le « Painted Desert »... On passait en entrant, devant l'Université démolie, devant les amas qui furent Friedrichstrasse et devant les espaces vides où s'élève encore un peu de la carcasse de l'Adlon. La porte de Brandebourg était étrangement intacte. Au travers, la vue s'étendait sur le vide, ponctué de quelques souches d'arbres et de quelques statues, qui fut autrefois le Tiergarten. Là, des groupes de gens furtifs avec des ballots sous le bras, étaient disséminés sur une vaste surface qui rappelait un dépotoir de cité américaine. C'était le marché noir. En circulant au milieu d'eux, je ne pouvais m'empêcher de songer au marché noir de Moscou autrefois. C'étaient les mêmes visages accablés, les mêmes musettes et les mêmes valises, bourrées des misérables débris d'un mode de vie révolu. Les gens regardaient continuellement par-dessus leur épaule, en procédant à leur commerce et à leur troc, avec la même expression d'embarras timide que je voyais à Moscou jadis. Leur éducation les avait amenés à considérer le commerce comme une façon de vivre honorable et respectée. Et soudain, il était devenu illégal et clandestin. Il y a un an, c'étaient de respectables bourgeois allemands. Aujourd'hui, c'étaient des criminels.

Ces réalités auxquelles je songeais, en me retournant sur ma couchette bosselée, étaient toutes très loin de vous, lorsque vous mangiez avec des fonctionnaires américains, dans des maisons réquisitionnées, confortables et bien chauffées, ou que vous alliez visiter avec eux leurs collègues russes dans de beaux bureaux du vieux bâtiment impérial que la Commission de Contrôle Interalliée avait occupé à Schönberg. En parlant à ces fonctionnaires, on avait l'impression que tout ce qui se faisait, avait une raison et un sens. On avait posé des fondations, examiné des problèmes, préparé des rapports. Les hommes vivant dans ce monde de rêve officiel, de conférences internationales, de secrets diplomatiques, **enfermés avec les grands ténors**, n'avaient, selon moi, pas plus que leurs aînés autrefois à Versailles, l'idée que ce dont ils posaient les bases avec tant de suffisance était probablement le massacre de leurs propres enfants. De quoi qu'il s'agisse, un homme doit, vis-à-vis de lui-même, justifier sa besogne.

Ce n'était pas que nous n'ayons quelques hommes excellents pour nous représenter. Le général Lucius D. Clay, avec son nez aquilin et ses yeux bruns et vifs, avait, assis devant son bureau ciré, parlé avec facilité et concision, de sa douce et profonde voix d'homme du Sud, de la façon dont nous étions disposés à instaurer la démocratie dans notre zone en Allemagne. La démocratie ne signifie rien, avait-il dit, si elle ne part pas du niveau le plus bas dans le village et le pays. Nous partions de zéro. L'Allemagne n'avait jamais connu d'élections pour son administration locale. A son avis, c'était pour cela que la République de Weimar avait échoué. Il avait ajouté avec un sourire, que nous ne cherchions pas nécessairement à réaliser une Allemagne efficace, que nous cherchions à mettre sur pied une Alle-

magne démocratique... La difficulté venait — et il avait alors baissé les yeux avec un sourire pensif vers les revers de son pantalon kaki bien repassé — de ce que nous ne savions pas avec quelle espèce d'Allemagne nous allions avoir à travailler, quatre Allemagnes séparées ou une Allemagne unifiée. Il fallait dire, ajouta-t-il, comme tous le firent, qu'il régnait entre tous les délégués du Conseil Interallié, la plus grande cordialité personnelle. Mais, en dépit de ces splendides relations personnelles, on avait marqué le pas.

« Marquer le pas. » Le général Robertson, l'équivalent de Lucius Clay pour les Britanniques, avait employé la même expression au cours de sa conférence de presse. Robertson était un jeune général, très Sandhurst, avec une moustache blonde et des lunettes d'écaille rougeâtre. Il parla bien, lui aussi, bien que peut-être, avec plus de circonspection que notre général Clay. Les difficultés à la Commission de Contrôle, expliqua-t-il, n'étaient pas encore résolues, bien que les Russes montrassent une certaine satisfaction au sujet de la livraison de plantes industrielles à titre d'avance sur les réparations. Il faut nous rappeler, ajouta-t-il presque timidement, que les négociations internationales ne se sont pas toujours bien déroulées. Elles étaient comme les vagues, par moments bonnes et favorables et refluant à d'autres moments. Il s'était naturellement hâté d'ajouter que les relations personnelles entre les Quatre Grands avaient été plus heureuses et plus intimes que jamais auparavant.

Je m'étais promené un peu partout, demandant à tous ceux que je rencontrais à Berlin, comment cela allait avec les Russes. Les gens étaient très nettement sur la défensive dans leurs réponses. Quelques-uns craignaient les Russes comme le choléra et d'autres, exprimaient avec insistance et entêtement, l'opinion que les Russes étaient exactement comme tout le monde. Un journaliste voulut garder pour lui seul les connaissances qu'il pouvait avoir parmi les Russes. Je réussis à faire la connaissance d'un jeune Berlinois, qui avait vécu au Connecticut et fait son service dans l'armée américaine. Il me dit qu'il rencontrait les Russes dans les boîtes de nuit. Les officiers russes paraissaient se rendre compte qu'une boîte de nuit, était le seul endroit sûr pour échanger quelques mots avec des étrangers. Aussi, par une nuit de neige, nous avions parcouru la ville dans une voiture de liaison à la recherche du « Femina ». Il nous fallut tant de temps pour le trouver, que nous y arrivâmes juste à 9 h. 30, heure de fermeture. Quand nous stoppâmes, un Allemand en imperméable fermé, le chapeau de feutre enfoncé sur le visage, sortit de l'ombre et nous offrit 100 mars, c'est-à-dire 10.000 dollars pour un paquet de cigarettes américaines. Comme on nous avait avertis du prix exorbitant des consommations au « Femina », un des officiers de la voiture vendit un paquet. « Voyez les filles », murmura-t-il comme nous sortions de la voiture. « Elles considèrent que 4 cigarettes est un bon prix pour toute une nuit... Une boîte de corned-beef signifie un amour fidèle. »

Un courant d'air humide à odeur de moisi, nous frappa au visage comme nous montions le large escalier couvert d'un tapis rouge, souillé de boue. Au milieu de la montée, une belle Allemande aux cheveux d'or, complètement ivre, hoquetait et s'agrippait à tout uniforme qui passait. L'intérieur ressemblait à une boîte de nuit de n'importe où, mais la guerre l'avait endommagé de façon indescriptible. Comme la lumière électrique faisait défaut, les tables étaient éclairées par des bougies posées sur des assiettes. Les musiciens rangeaient leurs instruments. Il y avait quelques officiers américains légèrement ivres, quelques Russes à la mine sinistre ça et là, et une quantité de femmes allemandes bien habillées et d'hommes assez bien habillés. Personne ne riait. A l'exception des Américains qui, apparemment, étaient des curieux, il y avait sur tous les visages un air de travail. Pas de travail de femme. Sous chaque bras, étaient les tristes musettes et les boîtes que j'avais vues au Tiergarten. Un homme obliqua vers nous en murmurant : « Cigarettes? » De l'autre côté, un Russe s'approcha en disant : « Montre... montre. »

« Quelqu'un veut-il vendre une montre? » murmura quelqu'un.

Aucun de nous ne voulait vendre ou acheter quoi que ce soit. Nous ne voulions même pas faire l'essai d'une coûteuse boisson ersatz. Le lieu était trop froid et trop triste. Il y avait sur chaque visage un air furtif, gauche, embarrassé, aussi réfrigérant que la buée glacée des salles. C'était un lieu où le vice était le commerce, et non l'alcool, les cartes ou les femmes. Nous sortîmes avec une sensation de dégoût et de pitié qui nous prenait à la gorge et nous nous rendîmes au Club de la Presse Américaine, où il y avait des sièges confortables, où il faisait chaud, et où les gens ressemblaient encore à des êtres humains.

Les démocraties : victorieuses dans la guerre sans espoir dans la paix

Etendu sur la couchette cahotée du train militaire qui me ramenait de Berlin, j'essayais de définir l'impression de cauchemar que je rapportais avec moi. Berlin n'était pas simplement une cité détruite de plus. Là, on avait atteint ce point dans la misère d'un peuple ruiné, où les victimes sont ravalées hors de la portée de toute sympathie humaine. Au delà de ce point, aucune masse de souffrance ne touche plus le spectateur qui est en dehors. C'est peut-être un tel mécanisme qui rendit possible aux Allemands, d'assister avec complaisance à l'extermination de leurs voisins juifs et aux Communistes russes de contempler sans larmes les résultats des exploits variés de la mécanique sociale du Kremlin sur la vie d'autres hommes, et qui aujourd'hui, fait que les Américains très comme il faut, élevés dans les habitudes de la démocratie, restent indifférents à la condition des peuples torturés de l'Europe orientale. Une fois que la guerre a brisé la structure de la société humaine, il semble qu'il s'établisse une réaction en chaîne, qui se poursuit après que les combats ont cessé, brisant les convenances et les interdits qui assurent la solidité de la charpente de la civilisation.

J'avais songé à toutes ces choses à Berlin, toutes les fois que j'étais passé devant la gare de Stettin. C'était la gare où les Allemands transplantés et les prisonniers de guerre arrivaient de la zone russe. Je ne vis jamais de mes yeux, un de ces trains entrer en gare, mais il y avait toujours, aux abords de la gare et entassés sous sa carcasse calcinée et éventrée, une foule de gens hébétés, avec des ballots et des havresacs, hommes, femmes et enfants aux yeux pleins d'effroi. La peau leur pendait sur les os comme **des coulées de chandelle**. Il y avait quelque chose de surnaturel et de fantômal dans leur démarche traînante, leurs déplacements incessants et sans raison, la longueur gothique de leurs visages, qui me rappelait l'aspect que nos prisonniers américains affamés avaient au camp de concentration de Saint-Thomas, quand nos troupes pénétrèrent pour la première fois à Manille.

Priant toutes les forces du bien qui sont dans le monde pour qu'un sort semblable à celui des Allemands ne s'abattît jamais sur les gens de mon pays, je m'endormis enfin.

En attendant le déjeuner du matin dans le couloir du wagon-restaurant, j'eus l'occasion de converser à nouveau avec le capitaine aux cheveux roux. Il était de San Francisco. Il y avait exercé comme juriste. Il était maintenant au gouvernement militaire et en avait par-dessus la tête.

« J'ai l'impression », me dit-il d'une voix basse et amère, « qu'il y a parmi nos politiciens une sorte d'émulation quant à celui qui fera descendre la pente davantage aux E.U. Si le peuple américain veut se suicider, je suppose que dans un pays démocratique comme le nôtre, c'est l'affaire des hommes politiques de nouer pour nous la corde que nous pourrons à notre aise nous glisser autour du cou... Ce sont toutes ces excuses qui me donnent la nausée. Avec toutes nos fautes, nous avons inventé un système social grâce auquel la majorité des hommes, pour la première fois dans l'histoire humaine, voient poindre une aube, et, au lieu d'en être fiers, nous nous en excusons. Nous avons mis sur pied la plus grande armée du monde et, grâce à elle, gagné la guerre, et maintenant nous laissons tout aller à vau-l'eau, parce que nous ne savons pas ce qu'il faut faire désormais... Nous nous excusons auprès des Français d'avoir sauvé leur pays et nous nous excusons auprès des Russes... Et vous savez bien que nous nous excuserons auprès des Allemands de les avoir rossés. Et ils nous haïssent tous, et c'est bien fait. »

(Traduction G. Bernard-Senlis.)
D'après le « New-Leader » de New-York.
Chapitre extrait de " Mission " (Hougton Wiffen)

La Situation au Viet-Nam

au 15 novembre

Le mot d'ordre des colonialistes est « d'abord, fin du terrorisme ». Et l'on prend prétexte de l'existence inévitable de quelques bandes de pillards incontrôlés pour ne pas appliquer les accords signés : lois démocratiques, libération des prisonniers politiques. Ils insistent sur le caractère fédéraliste de l'Indochine alors que le Viet-Nam tient naturellement à régler d'abord la question de l'indépendance nationale avant d'examiner, par consultation démocratique des masses populaires les formes d'organisation administrative souhaitées par les Viet-Namiens.

Tout le secret des difficultés en Cochinchine réside dans la pensée directrice des fonctionnaires coloniaux inspirés par des intérêts capitalistes très précis, et qui mettent tous les obstacles possibles en travers du règlement amiable et fraternel des relations entre la France et le Viet-Nam. Les représentants de la France qui comprennent la situation et qui s'appliquent à la faire évoluer dans un sens favorable aux intérêts COMMUNS aux deux peuples sont encore une minorité, et placée sous le contrôle des colonialistes soutenus par Thierry d'Argenlieu. Les colonialistes ont agi d'une manière si bornée à l'égard de leurs propres « employés » du Gouvernement fantôme (ou Quisling) de Saïgon qu'ils ont tourné toute la population contre eux : le dramatique suicide du Dr. Thinh est la démonstration la plus éclatante de leur incapacité néfaste. On a demandé à ce Président d'abandonner tout sentiment national et toute dignité : même ses maigres troupes n'ont pas suivi ; sa protestation tragique contre les prétentions des colonialistes (en l'occurence le nommé Cédille) montre à quel point il est urgent de rappeler tous ces faux représentants de la France nouvelle.

Il existe, certes, un particularisme provincial chez les Cochinchinois, mais au-dessus de ce sentiment, le patriotisme et l'aspiration vers l'indépendance nationale sont aujourd'hui plus puissants que jamais. L'action violente et cynique des colons capitalistes, des exploiteurs de rizières, de caoutchouc, de la Banque d'Indochine, comme William Bazé est à l'origine de la mort du Dr. Thinh. La grande majorité des Français est d'accord avec le mouvement viet-namien pour établir des relations d'amitié et non de conquête et d'oppression. Ils déplorent que les Services Civils aient été désignés et que les Administrateurs civils soient allés prendre leurs postes comme si la domination impérialiste française devait se prolonger, en violation des accords signés.

Pour donner une idée de composition du Gouvernement-Quisling de Cochinchine, désigné par en haut, notons qu'il comprend quatre Français, un exploitant d'une grande pharmacie, un gros planteur, un riziculteur parmi les plus grosses fortunes rurales ; un avocat, gros propriétaire foncier ancien leader radical... Il y a en outre huit Conchinchinois dont sept naturalisés français... Cherchez les intérêts de classe et vous comprendrez la situation en Indochine.

Aux dernières nouvelles, la réaction colonialiste prépare une tentative de restauration monarchique appuyée par l'Eglise catholique : l'artisan de cette opération est M. Pignon, l'un de ceux qui ont torpillé la Conférence de Fontainebleau. Quelques mandarins et Mgr. Drapier, évêque de Hué, soutenus par la Banque d'Indochine, sont très occupés pour essayer d'édifier cette fantastique combinaison... L'heure est venue de parler clairement un nouveau langage dans les affaires coloniales. Le Parti Socialiste, là comme ailleurs, doit énergiquement s'emparer d'une orientation politique conforme à sa doctrine et aux intérêts du prolétariat international, et s'y tenir, envers et contre tous, sans compromis.

M. P.

Le Congrès International de la J. S.

(Suite de la page 11)

Socialistes de la plus grande partie de l'Europe se soient engagées à lutter de toutes leurs forces pour redonner une conscience internationaliste et une conscience de classe à la jeunesse laborieuse actuellement désorientée et poser ainsi les bases d'une vraie internationale, est peut-être la meilleure démonstration que, à la Conférence de Paris, la Jeunesse Socialiste a construit quelque chose de solide pour le Socialisme européen.

Quelques-uns de nos adversaires afficheront leur scepticisme en ce qui concerne la possibilité que les autres forces du Socialisme répondent à l'appel de la Jeunesse Socialiste réunie à Paris, et craignent que celle-ci ne reste seule sur le front difficile qu'elle s'est choisie.

Si une telle critique devait se montrer fondée, le Socialisme devrait alors dans chaque pays, choisir, non plus comme nous le demandons aujourd'hui, entre lutte de classes et lutte entre nations, mais entre l'un ou l'autre des deux grands blocs de puissances.

Dans ce cas le Socialisme serait vaincu d'avance...

UN AVERTISSEMENT AU MONDE :

La tragique expérience Yougoslave

d'après BOGDAN RADISTA

Bogdan Radista apprécie la « démocratie » de Tito. Notre position en face des régimes de dictature bureaucratique, imposés par les baïonnettes staliniennes aux pays balkaniques ou autres ne coïncide nullement avec celle des intellectuels bourgeois qui se sont fait les propagandistes aveugles de ce genre de « démocratie » jusqu'au moment où ils ont eu à le subir eux-mêmes. C'est le cas de Bogdan Radista, et de la Revue américaine « New-Republic », où il publie maintenant sa déconvenue après avoir célébré les louanges de Tito. Nous reproduisons quelques fragments de son livre parce qu'ils contiennent des faits, et que les faits sont les meilleurs éléments d'une information et d'une éducation socialiste révolutionnaire. Mais aussi parce que nous voulons souligner aux yeux des intellectuels stalinisants et des ouvriers sincèrement communistes que la tactique des hypocrisies, des propagandes frelatées ou des bluffs systématiques se retourne tôt ou tard contre ceux qui l'emploient. Ce que doit rechercher le mouvement ouvrier ce sont des esprits forts, des hommes indépendants et des intellectuels intransigeants. La tactique-boomerang, au contraire, crée des désabusés, des démoralisés, et des adversaires d'autant plus acharnés qu'ils ont été plus « innocents » dans leur période d'adoration religieuse de la nouvelle divinité.

EN 1945, je fus nommé chef de la section Presse Étrangère du Ministère de l'Information du gouvernement du Maréchal Tito. Ce gouvernement était basé sur la coopération de tous les partis politiques cherchant une voie plus démocratique pour l'existence de tous les peuples yougoslaves : Serbes, Croates, Bosniens, Herzegoviniens, Monténégrins, Macédoniens. Dans cette Union était compris le Parti Communiste.

Dès le début le Parti Communiste ne chercha pas la coopération, mais le contrôle. Peu à peu il absorba tous les postes de commande, ouvertement ou de façon camouflée. Le résultat fut tout à l'opposé de la démocratie : *Suppression de la parole, de la presse et de la pensée libre*, inquisition dans la vie de tous les citoyens par une nouvelle police politique secrète, arrestations arbitraires, emprisonnements, massacres. Ce fut une dictature de terreur et de mort par une petite clique.

Dans le langage des communistes yougoslaves *Koriste Budale* veut dire « Innocent utile ». J'en étais un : que l'histoire de mon réveil graduel serve d'avertissement aux « Innocents » des autres pays.

En 1943, j'étais à New-York en qualité de Chef du service de Presse du gouvernement royal yougoslave. Tito fit une déclaration retentissante pour une fédération « libre » et « égale » de tous les peuples yougoslaves. Attiré par ce nouvel esprit démocratique, je donnai ma démission pour me mettre au service de Tito dans la presse libérale américaine. En 1944 je m'embarquai de New-York.

Quand j'arrivai à Belgrade, je découvris quantité de signes de libération — libération par les Russes. — Des portraits de Staline regardaient à toutes les fenêtres. Je me souciais peu que les Russes eussent volé ma montre dans ma chambre d'hôtel. « Donne ta montre », était un ordre familier des soldats russes aux civils de Belgrade. Les montres étaient des nouveautés irrésistibles à ces libérateurs. Mais c'étaient des libérateurs et des frères slaves.

Ma première « alarme » quant à la liberté de la vie future me vint, quand j'appris qu'il fallait acquérir un « *karakteristika* » pour être admis comme Chef de la Presse Étrangère. Aujourd'hui aucun Yougoslave ne peut se passer de ce dossier secret de ses actes politiques et personnels. Il le suit de ville en ville, et où qu'il aille, il détermine comment le traiteront les autorités. S'il n'est pas satisfaisant, tous les emplois publics lui sont barrés, et aujourd'hui c'est la majeure partie des emplois. Mon « *karakteristika* » avait été établi par Nedelkovitch, un fonctionnaire du Ministère de l'Information, membre du Parti Communiste.

Nedelkovitch m'étonna en me disant qu'il existait une tache noire contre moi, parce que j'avais écrit un livre : « *L'Agonie de l'Europe* », publié à Belgrade en 1940.

C'était un livre antifasciste, supprimé par la suite par les occupants allemands. Qu'est-ce que Nedelkovitch, un communiste, pouvait trouver à redire à un livre semblable?

J'allais l'apprendre bientôt. Le livre était antifasciste, mais il n'était pas pro-communiste. Il était pro-démocratique. Nedelkovitch me prévint que mes attitudes seraient surveillées à l'avenir.

J'étais ainsi averti que sous ce gouvernement de Front Populaire, les participants non communistes devaient plaire aux communistes. Les autres étaient le « Front » tandis que les communistes, même dans l'arrière plan, étaient les chefs.

Ces hommes vont mourir

Quand je suggérai d'engager des personnes non communistes pour mon service de presse, mes propositions furent rejetées. On me disait : Ces hommes vont mourir, nous avons besoin d'hommes nouveaux qui prendront très rapidement leur place.

« *Ces hommes vont mourir* » cette sentence me devint une hantise.

On jetait les hommes « nouveaux » dans mon bureau. l'un d'eux, Vuksan arrivait directement de la police secrète politique. Il devait entretenir les rapports avec les journalistes étrangers, mais ne connaissait pas une langue étrangère. Il établit un fichier policier secret pour chaque correspondant étranger à Belgrade.

Je ne désirais pas être simplement un figurant, et j'en parlai à mon chef, le Ministre de l'Information Sava Kosanovich, maintenant ambassadeur yougoslave à Washington. Il n'était pas communiste, mais Secrétaire général du Parti Indépendant Démocratique. Lui aussi était encerclé par des « hommes nouveaux » et tout à fait incapable de m'aider. Le détenteur actuel du Ministère de l'Information, Velko Korach, un communiste, était son « assistant ».

Comme je le découvris par la suite, la situation était la même en ce qui concerne tous les membres non communistes du faux Front Populaire de Tito, même pour Ivan Subasich, Ministre des Affaires Étrangères. Je m'en aperçois maintenant, Subasich ne dirigeait pas son Ministère des Affaires Étrangères. C'était Edward Kardelj, un communiste.

Cependant, ma plus surprenante découverte concerne Tito lui-même. Tito détient les titres de Premier Ministre, Ministre de la Défense, Maréchal. Il est également membre du Polit-bureau du Parti Communiste yougoslave. On pense, au dehors qu'il gouverne la Yougoslavie, mais même Tito ne gouverne pas effectivement, il est seulement un paravent.

La démocratie de Tito

J'étais choqué de voir Tito installé dans le Palais Blanc, l'ancienne résidence du prince Paul. Les communistes avaient promis que les palais royaux seraient donnés aux enfants des ouvriers et paysans. Maintenant Tito occupait le plus luxueux de tous.

Tito sait sourire. Il sait agir. Il s'habille comme Gœring, il gesticule comme Mussolini et essaie de parler comme Staline. Et il a son sourire. Un sourire confiant, vigoureux et même violent.

Le communisme, comme le fascisme, nécessite un symbole vivant. Tito sourira pendant cinq heures sur une estrade pendant que des milliers d'ouvriers et d'employés du gouvernement et écoliers défilent devant lui criant : Tito est à nous, nous sommes à Tito. Ti-to ! Ti-to ! Ti-to ! C'est du totalitarisme matérialiste adorant un dieu humain.

On pense que les paroles de Tito sont inspirées. Et elles le sont. Chaque parole qu'il prononce lors de ses discours publics est écrite par deux autres membres du Polit-bureau communiste : Zuyevitch-Tserni, le Ministre des Finances et le Monténégrin Milovan Dyilas, un ami de Staline.

Bolchevisme signifie gouvernement par bureaucratie et Edward Kardelj est l'esprit-maître de la bureaucratie yougoslave, et cela veut dire de la Yougoslavie elle-même. Il a étudié la méthodologie communiste à Moscou. Il est aussi le chef de tous les chefs du personnel de tous les départements gouvernementaux. Vingt-huit d'entre eux le rencontrent chaque semaine pour discuter de l'attitude personnelle et gouvernementale — du point de vue des directives communistes — des employés du gouvernement. Kardelj représenta la Yougoslavie à l'Assemblée générale des Nations-Unies et à la Conférence de la Paix de Paris.

La police secrète politique est connue sous le nom d'O.Z.N.A. Cela veut dire Département pour la Défense du Peuple. Elle a été organisée par des spécialistes russes d'espionnage et de liquidation. A sa tête le lieutenant général Aleksander Rankovitch a le pouvoir d'arrêter sans mandat, d'exécuter sans jugement tout citoyen soupçonné d'être un ennemi du peuple.

L'O.Z.N.A. a un service pour le contrôle des civils, un autre pour le contrôle de l'Armée, un autre pour le contrôle des Yougoslaves dans les pays étrangers, un autre pour le contrôle des étrangers en Yougoslavie, et finalement un service très spécial pour le contrôle du gouvernement lui-même, c'est-à-dire pour le contrôle de tous les fonctionnaires, inclus les communistes. Le Parti Communiste maintient actuellement un espionnage continu sur lui-même. C'est comme un oignon. Cela consiste en pelures. Il faut enlever pelure par pelure avant d'arriver au cœur. Le cœur, c'est un réseau d'espions.

Pour contrôler un pays de 14.000.000 d'hommes, l'O.Z.N.A. emploie 100.000 espions. Elle commande aussi les services du K.O.J., la garde d'élite, qui est comme les troupes spéciales de Hitler, avec 150.000 membres en uniforme, la mieux nourrie, la mieux armée, la mieux habillée des forces armées du pays.

Faits, réflexions, exemples

Il n'y avait pas d'élections libres en Yougoslavie l'année dernière. Avant les élections, de nouveaux tribunaux arbitraires, appelés Tribunaux du Peuple, éliminaient des milliers de soi-disant « ennemis du peuple » dont la seule faute était de ne pas être communistes. Les leaders des éléments vraiment démocratiques de la Yougoslavie étaient continuellement éliminés par des arrestations, suivies de détention, ou par des disparitions encore plus intimidantes que les détentions.

August Kosutich, vice-président du Parti paysan croate était arrêté et perdu de vue. Le Ministre des Affaires Étrangères Subasich, premier représentant du Parti paysan croate dans le Front Populaire demanda la permission de voir Kosutich. Elle lui fut refusée. Le Dr. Baria Smolyan, membre éminent du Parti paysan croate participait à un meeting, dans lequel on reprochait à Subasich de ne pas être capable de libérer Kosutich. A la fin du meeting le Dr. Smolyan lui-même fut arrêté, et avec lui d'autres délégués du Parti paysan croate.

S'il était possible d'éliminer ainsi des leaders d'importants groupes politiques il était facile d'éliminer de simples paysans. Lorsque les Communistes organisèrent dans les petits villages de Croatie des meetings avant les élections, un paysan se leva : — « Monsieur le Commissaire puis-je poser une question? » — « Naturellement. » — « Vous ne me mettrez pas en prison? » — « Sûrement non. Vous avez été libéré. Vous êtes libre. » — « Bien, alors où est le président de notre Parti paysan, M. Matchek? Nous voudrions lui demander ce qu'il pense. » — « Matchek est un réactionnaire, un fasciste, un traître. Il n'est plus dans le pays. » Matchek avait fui à Paris. Une centaine de paysans qui s'étaient renseignés à son sujet manquèrent bientôt dans leurs villages.

Aux non-communistes emprisonnés ou manquants il faut ajouter ceux qui ont été tués. L'Archevêque de Zagreb indique que 169 de ses prêtres sont emprisonnés, 89 manquent, 243 ont été tués par les partisans de Tito.

Dans Zagreb et ses environs les partisans de Tito ont arrêté 70.000 citoyens. Un grand nombre d'entre eux avaient aidé activement les partisans.

Les communistes eux-mêmes admettent qu'ils se sont débarrassés de 500.000 Yougoslaves par détention, disparition ou mort. A mon avis leur intention est claire : liquider entièrement la classe moyenne non communiste, agricole, commerciale et industrielle.

Deux mondes

Derrière cette terreur est la force de la Russie. Les décisions de Tito viennent du Polit-bureau yougoslave, les décisions du Polit-bureau, de l'Ambassade russe, les décisions de l'Ambassade, de Moscou. La Yougoslavie est traitée par la Russie non point comme un pays libéré, mais comme un pays subjugué.

Le bolchevisme russe essaye constamment de pousser la Yougoslavie à l'hostilité envers les États-Unis : « C'est triste que les Anglo-Américains nous aient fait abondonner Trieste. » — « Tant pis. Le jour viendra bientôt où vous Yougoslaves et nous Russes jetterons les Anglo-Américains, et les Italiens aussi, à la mer. »

« Les Américains sont bien équipés. »

« Oui, mais ce sont de mauvais soldats. Ils sont exploités par leurs capitalistes. Ils ont de mauvais salaires et une mauvaise nourriture. Ils sont sous-alimentés. » — « Comment le savez-vous? » — « Nous l'avons lu dans nos livres. » « Le Monde est trop petit, il ne peut y avoir qu'un maître. Le maître sera l'Union Soviétique. L'Amérique est malade. Elle est pleine de fascistes. Ils vont prendre le pouvoir. Nous avons détruit le Hitler de l'Allemagne

(*Suite p.* 32)

Perspectives ouvrières en Amérique

par Louis CLAIR

I. — LA CONSCIENCE OUVRIÈRE.

AU lendemain des dernières grèves des cheminots américains les journaux rapportèrent que lors du vote à la Chambre Fédérale a majorité démocratique d'une loi qui aurait fait des grèves dans certaines industries essentielles un délit criminel, 62 cheminots, dans un des états de l'ouest, allèrent en groupe au siège local du Parti Démocratique pour protester contre cette décision et pour déclarer qu'ils quittaient un parti qui ne représentait plus leurs intérêts. Manifestation d'un réveil du sens politique chez les ouvriers américains, direz-vous? Attendez ! : Immédiatement après avoir démissionné d'un des grands partis bourgeois ils se rendaient au siège du Parti Républicain pour s'y faire inscrire...

Ce petit épisode révèle assez bien l'état d'esprit qui règne encore dans les masses ouvrières des États-Unis. L'observateur européen n'est que trop souvent leurré par l'activité militante des ouvriers en temps de grève ; combien de fois ai-je lu récemment dans les journaux socialistes m'arrivant de France que la vague de grèves grandiose qui a déferlé sur les États-Unis signifie un réveil de la conscience de classe des ouvriers, qu'elle signifie même que l'ouvrier qui se heurte maintenant, non pas seulement à la volonté patronale, mais encore, et surtout, à l'autorité de l'État, développe rapidement une conscience des relations politiques et du rôle de l'État dans la société bourgeoise.

Malheureusement, toutes ces espérances ne sont encore guère fondées. Il reste toujours que l'ouvrier américain, bien qu'il ait été souvent un militant étonnant pendant les grèves, retombe immédiatement après dans une inactivité politique complète. Que l'idéologie socialiste n'ait jamais pris racine en Amérique, que le mouvement socialiste ait toujours été basé sur les récents immigrants d'une part et sur les milieux intellectuels de l'autre, cela est bien connu en Europe. Mais qu'il y ait dans ce pays une classe ouvrière extrêmement puissante en nombre, un prolétariat industriel concentré et extrêmement développé sans qu'il se soit développé jusqu'ici une conscience de classe telle que nous l'avons vu naître dans presque tous les pays de l'Europe il y a près de cent ans, c'est beaucoup plus difficile à comprendre.

Il faut, pour admettre cela, se libérer d'abord des conceptions simplistes du marxisme vulgaire qui veut nous faire croire qu'une idéologie n'est qu'un reflet direct et immédiat des conditions de production. La tragédie de nos jours c'est précisément le décalage qui existe entre le développement des forces de production d'une part et de l'idéologie d'autre part. Aujourd'hui, dans un pays qui, par sa force de production et sa puissance industrielle domine le monde, la conscience ouvrière retarde de cent ans sur la conscience de l'Europe, (qui est bien en arrière en ce qui concerne la force industrielle et la puissance économique).

Si ce décalage n'est pas pris en considération, tous les calculs politiques seront forcément sans valeur, même ceux qui concernent les problèmes en apparence purement européens.

Illusions de la "libre" entreprise

Nous ne pouvons qu'effleurer ici les raisons sociologiques et économiques du retard de la conscience ouvrière en ce pays ; elles ne sont nullement impénétrables à l'analyse, une fois libérées des affirmations stéréotypées répétées à l'infini, qu'on a coutume de faire passer comme « marxisme orthodoxe ».

Jusqu'en 1914 environ, la possibilité qu'avait l'ouvrier de quitter les villes industrielles pour émigrer vers l'Ouest et acquérir des terres à très bon marché, forçait les capitalistes à payer des salaires relativement élevés pour retenir l'ouvrier. Les salaires élevés, ainsi que la possibilité d'échanger sa condition prolétarienne contre la vie d'agriculteur indépendant, créaient auprès de l'ouvrier l'illusion de « liberté » non seulement économique mais aussi sociale, une illusion que l'ouvrie européen, lié à la ville industrielle et forcé de vendre sa force de travail, ne pouvait pas avoir.

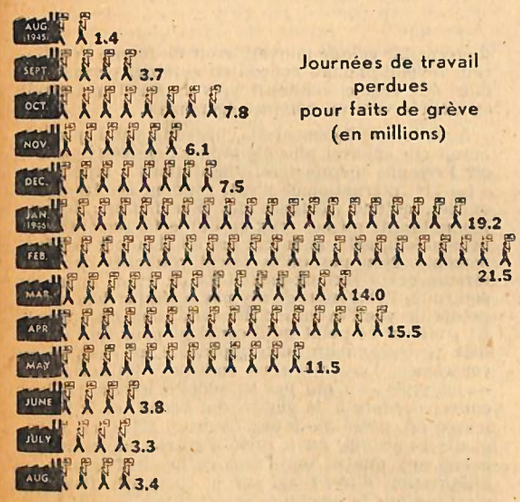
D'autre part, l'industrie américaine pouvait se permettre de payer des salaires plus élevés puisqu'elle disposait d'un immense marché intérieur à caractère agricole et d'abondantes matières premières à l'intérieur de ses frontières. En outre, elle disposait de la main-d'œuvre non qualifiée et à bon marché que fournissaient les nègres et les immigrants arrivant à flots de l'Europe. La mécanisation devait procéder à pas forcenés puisque, d'une part, il était essentiel d'utiliser le plus possible d'ouvriers non qualifiés au détriment des ouvriers qualifiés à salaires élevés, et, d'autre part, le prix de la force de travail étant relativement élevé, il était essentiel d'augmenter la part du capital constant sur le capital variable.

Le résultat de ce processus fut une industrialisation et une mécanisation extrêmes accompagnées d'une conscience ouvrière rudimentaire. Les ouvriers qualifiés et même semi-qualifiés jouissaient d'un standard de vie élevé relatif à leur rareté, et étaient assez satisfaits de leur condition. Les ouvriers récemment immigrés et non qualifiés travaillaient à des salaires de famine, mais à cause de leur manque d'adaptation au milieu américain n'étaient guère capables d'organiser une résistance effective.

Ces conditions changèrent au début de la première guerre mondiale. Depuis, la possibilité de migration intérieure vers l'ouest a disparu, le flot d'immigration massive s'est arrêté, les fils d'immigrants se sont intégrés dans la société américaine, et la force de travail tend donc à devenir uniforme.

Les syndicats C. I. O. qui se sont créés pendant la période de crise ne sont plus, comme ceux de l'*American Federation of Labor* (*AFL*), des associations de métiers n'englobant que les ouvriers qualifiés et destinées à défendre les privilèges spéciaux de la corporation contre le reste des ouvriers et le patronat, mais des organisations de masse rompant les barrières de métiers et englobant les ouvriers qualifiés et non qualifiés.

La crise de 1929 a rudement secoué la croyance presque religieuse dans les vertus de la libre entreprise. Les grandes grèves avec occupation d'usines qui accompagnèrent les efforts d'organisation du C. I. O. pendant les premières années du régime de Roosevelt, ainsi que les mesures de sécurité sociale prises par ce même régime, ont certainement donné aux syndicats un plus grand poids dans les affaires de la nation ainsi qu'une plus grande conscience de leur force. Mais le militant syndical pense toujours à son organisation comme à une force qui se mesure aux autres forces de la société capitaliste, et jamais comme une puissance opposée à *toute* la société capitaliste. L'ouvrier est attaché à l'organisation syndicale sachant que cette organisation protège sa position sur le marché de travail, mais il ne la considère guère comme une arme qui pourrait servir à attaquer le salariat en tant que tel. La conscience de classe, la conscience politique, n'est aujourd'hui guère plus élevée qu'il y a une vingtaine d'années. Le poids mort de la tradition de la libre entreprise pèse encore lourdement sur la conscience ouvrière. Le travailleur américain sera toujours prêt à se défendre contre des attaques patronales avec toutes les armes à sa disposition ; pendant la



grève, il montrera des qualités d'abnégation et de solidarité exemplaires. Mais une fois la bataille finie, il retombera sous l'influence de l'atmosphère générale qui règne dans la société. Il n'est toujours pas arrivé à une conscience de la divergence fondamentale entre ses intérêts et ceux du reste de la société. Il est prêt à lutter pour une amélioration de ses conditions de vie, mais l'idée qu'il pourrait changer sa condition de classe par action collective ne l'a pas encore touché. Il lui semble que la seule et unique possibilité de changer sa condition individuelle est de sortir de sa classe, c'est-à-dire de devenir contremaître, puis garagiste, puis entrepreneur. Qu'importe si ces possibilités d'ascension n'existent pratiquement plus depuis au moins trente ans ; l'idéologie est presque aussi puissante qu'elle l'était alors.

New Deal et sécurité sociale

Il y a quelques années, Mme Roosevelt demandait à un journaliste canadien qui lui avait fait un rapport sur la croissance rapide du mouvement socialiste canadien, de la *Canadian Commonwealth Federation*, comment il se faisait qu'aucun mouvement de cette sorte ne se fût développé en Amérique depuis la grande crise. Le journaliste répondit : « Cela aussi, Madame, l'Amérique le doit à votre mari. »

En effet, il n'y a pas de doute que le *New Deal*, avec ses mesures de sécurité sociale, et étant donné qu'il a réussi à faire disparaître — au moins temporairement — quelques symptômes de la crise, a certainement été une des raisons les plus puissantes pour ce retard dans le développement de la maturation politique de la classe ouvrière. Les syndicats C. I. O. étaient liés dès leur création à l'appareil bureaucratique du *New Deal* qui, au moins dans les premières années, favorisait la création d'un mouvement syndical de masse pour contrebalancer l'influence politique et économique des grands monopoles qui ne voulaient pas accepter les décrets émanant des divers bureaux que le *New Deal* avait établis à Washington.

Pendant la guerre, les syndicats se sont encore liés davantage à l'appareil de l'État, et les rouages de la bureaucratie syndicale et de la bureaucratie de l'État s'engrenèrent sans grandes difficultés. De plus, la guerre a apporté à la grande masse ouvrière un standard de vie plus élevé que jamais. La guerre a su réaliser ce qu'aucune économie de paix n'avait pu atteindre : le plein emploi, c'est-à-dire la résorption complète de l'armée de réserve industrielle et un état du marché du travail qui permettait aux ouvriers, malgré le blocage des salaires, de pousser les entrepreneurs à maintes concessions. Il est vrai que ce sont surtout les heures supplémentaires payées au tarif d'un et demi qui causaient la croissance des revenus ouvriers ; le fait reste néanmoins que le standard de vie de la majorité des ouvriers était relativement très élevé. L'Amérique était le seul pays au monde qui pouvait se permettre de produire des canons en même temps que du beurre. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la scène de la lutte de classe ait été bien calme pendant la guerre et que politiquement aussi les eaux n'aient point été troublées.

La fin des illusions

Dès la fin de la guerre, les industriels ont immédiatement tenté de faire porter la plus grande partie des frais de reconversion sur la masse des consommateurs : les prix se sont élevés rapidement tandis que les salaires restaient bloqués. La réponse des organisations syndicales à ces manœuvres de la bourgeoisie fut instantanée et vigoureuse. L'appa-

reil d'Etat ne réussit pas à contenir le réveil de l'activité militante des masses syndiquées. Les digues savamment construites par les bureaucrates de l'Etat contre la montée des revendications ouvrières furent bien vite rompues et les ouvriers des grandes industries, s'ils ne réussirent pas à sauvegarder complètement les gains de salaires réalisés pendant la guerre, défendirent néanmoins leurs positions avec assez de succès. D'autre part, les ouvriers de la petite industrie, dispersés, moins bien organisés, ainsi que les rentiers, les employés, etc., étaient frappés durement puisqu'ils étaient incapables d'opposer une résistance effective en face des prix montants. Nous avons donc pu voir pendant ces derniers mois un grand réveil de la tradition militante de la classe ouvrière et un relâchement appréciable des liens qui attachaient les organisations syndicales à l'appareil d'Etat Rooseveltien. Mais on ne peut guère apercevoir un changement radical dans l'attitude *politique* des ouvriers. Il y a bien un mécontentement populaire grandissant à propos de la politique de plus en plus réactionnaire que mène le Parti Démocrate. Il y a de plus en plus friction entre l'aile « progressive » de ce parti et l'aile conservatrice qui puise ses forces surtout dans les états arriérés du Sud. Mais cela ne va pas très loin. Truman n'est certainement pas aussi habile que Roosevelt pour trouver un juste milieu entre les demandes de la Gauche et celles de la Droite ; homme médiocre et représentant typique de l'américain moyen, il cherche toujours le chemin de la moindre résistance, se méfiant des « inventions modernes » des jeunes économistes du *New Deal* et préférant la tradition de libre entreprise qui l'a porté de la quincaillerie du Missouri à la présidence des Etats-Unis.

Les changements qui se sont produits sur la scène internationale ont fait, pour des raisons qu'on devine, du Parti Communiste autrefois préconisant à plein le statu quo, une force qui pousse activement les revendications ouvrières.

Tout cela pris en considération, il reste néanmoins ceci : *tant que la prospérité qui règne actuellement en Amérique ne fera pas place à une dépression profonde*, il n'y aura guère de raison de croire que des mouvements décisifs se produisent sur la scène politique et sociale.

(A suivre)

EXAMEN DE CONSCIENCE

par G. BRULAND

ON ne peut s'exagérer le malheur qu'a constitué la faillite, en 1914, de la IIe Internationale. Elle apparaissait à beaucoup comme le roc sur lequel devaient s'effondrer les manigances des diplomates, les rêves sinistres des généraux, la fringale capitaliste de débouchés et de spoliations. Il n'est pas besoin de rappeler que ce fut l'Internationale qui vola en éclats.

La conséquence la plus grave en fut incontestablement sa rupture. La partie du prolétariat qui, bien que pas toujours la plus éduquée, avait les convictions les plus ardentes et voulait la rupture complète avec l'ordre existant, prêta l'oreille à la grande voix venue de l'Est. Bien des critiques élevées dès le début par les dirigeants de la social-démocratie, contre les procédés bolcheviks, n'étaient que trop fondées ; mais Lénine seul prétendait rompre radicalement avec l'ordre bourgeois, appeler les peuples à la lutte commune et fraternelle contre toute forme de guerre impérialiste. Plutôt que de faire siennes pareilles aspirations conformes aux espoirs qu'elle avait elle-même fait naître, la social-démocratie prétendit tout ignorer de ce qui s'accomplissait là-bas. La révolution russe, manquant des traditions démocratiques et des bases économiques que l'Occident ne voulut pas lui apporter par une coopération à son œuvre, évolua dans un sens qui n'eut plus rien de commun avec les intentions de ses promoteurs : Staline sut détourner au profit de sa propre politique, l'enthousiasme généreux issu d'octobre 1917. Le stalinisme contemporain, la plus grave maladie qu'ait jamais subi la classe ouvrière, trouve lui aussi sa source dans le fait que la social-démocratie n'a pas été en état de recueillir ce que pouvait avoir de fécond l'exaltation révolutionnaire conçue en octobre, permettant ainsi que celle-ci conduisît vers un fanatisme étroit et bientôt vers un complet égarement.

Mais la social-démocratie, instruite par l'épreuve, aurait-elle agi avec plus d'à-propos dans cette guerre-ci? Personne n'éprouvera d'hésitations à répondre : « La IIe Internationale n'eut, pendant ces tragiques années, qu'une existence des plus fantomatiques. » Les militants mêmes ceux en qui la foi socialiste est demeurée intacte, ne furent pas à la hauteur des événements. Non pas qu'ils soient retombés dans les erreurs des « sociaux-patriotes » de 1914, mais, au contraire, l'obsession de n'y pas retomber leur a fait perdre de vue l'évolution des conditions historiques. Et c'est sur ce point qu'il convient pour tout socialiste révolutionnaire, d'entreprendre un examen de conscience. Disons-le sans ambage : les socialistes — les vrais — n'ont pas su adopter le rôle qui leur convenait, face à la guerre qui venait, et le raz de marée est passé au-dessus de leurs têtes, en a englouti beaucoup, en a brisé d'autres ou les a dispersés aux quatre vents sans qu'ils aient jamais eu l'impression d'avoir agi sur le cours des flots. Ce n'est pas que beaucoup ne soient entrés, sous le fouet immédiat du nazisme, dans la lutte ; mais ceux qui étaient restés pleinement fidèles à eux-mêmes ne le firent pas avec une foi sans mélange, conscients de ce que le combat ne se situait pas dans les termes où ils auraient voulu le placer, eux. Ils tombaient finalement, dans leur action, prisonniers de forces auxquelles ils prétendaient justement, n'être plus jamais soumis. Et, faut-il le dire? Si peu d'illusions que les plus lucides se soient fait à son sujet, la libération ne correspondit que de très loin à leurs aspirations.

C'est, croyons-nous, faute d'avoir vu venir les événements sous leur véritable jour, que les socialistes révolutionnaires ne furent pas en état de les diriger, ni même d'en influencer le cours. On peut même se demander si l'attachement non pas aux anciennes valeurs - plus que jamais actuelles dans le devenir présent du monde - mais aux formulations qu'elles ont pu recevoir à un moment historique donné, n'a pas eu un effet négatif en ce qu'il a pu contribuer à ce qu'a eu de funeste, l'esprit soi-disant pacifiste de l'avantguerre et qui, de fait, se solda par tous les abandons et encouragements au bellicisme adverse.

La conquête de la paix

Précisons. Nous rejetons avec la dernière énergie toute forme de « socialisme national », c'est-à-dire toute formule qui prétendrait dissocier l'intérêt d'un peuple donné (même s'il s'agit de celui de l'ensemble du peuple et non simplement de ses dirigeants), de l'intérêt de l'ensemble de l'humanité. Nous sommes avant tout *internationalistes ;* aucun principe socialiste ne nous tient plus à cœur que celui-là. La tâche fondamentale du socialisme est d'instituer un ordre de coopération organique entre l'ensemble des travailleurs du monde, ordre non pas imposé par un quelconque peuple élu, mais surgi d'en-bas, réalisé par les peuples eux-mêmes, par l'intermédiaire d'institutions internationales démocratiques, respectant pleinement le libre épanouissement de chaque communauté.

La conquête même de cette paix-là implique la lutte, peut-être même sanglante, contre tout ce qui y fait obstacle. Ce n'est pas, à notre avis, contribuer à la paix telle que nous l'entendons et qui n'a rien de commun avec la paix des prisons, que de capituler devant les forces de guerre et d'oppression, qu'elles soient nationales ou étrangères. La paix socialiste est une conquête à entreprendre et non pas la capitulation élevée au rang de principe. On ne demandait pas, en 1914, aux socialistes français de se soumettre aux volontés du Kaiser, ni aux socialistes allemands de passer par les exigences du capitalisme anglais, du nationalisme français ou du pan-slavisme : c'eût été mener la guerre nationale à rebours. Il s'agissait pour tous d'entreprendre ensemble la même lutte contre toute forme de guerre nationale et de haine entre peuples.

On remarque immédiatement que les données politiques au travers desquelles les socialistes se devaient de mener le même combat dans cette guerre-ci, n'étaient pas identiques à ce qu'elles avaient été en 1914. Au moins deux différences essentielles se présentaient :

1° *L'existence du totalitarisme moderne.* Tous les régimes politiques n'étaient pas identiques en 1914, mais chez ceux-là mêmes qui pouvaient apparaître comme les plus tyranniques, l'État n'avait pas réussi à mater totalement toute volonté qui lui fût hostile. Il y avait moyen de s'adresser au peuple allemand et même au peuple russe, sans recourir à l'intermédiaire de ses diplomates « accrédités ». Rien de tel n'était possible vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne, ni ne l'est encore à l'égard de la Russie stalinienne. Nous ne prétendons pas, pour autant, qu'il n'y ait eu ou qu'il n'y ait, au moins potentiellement de forces d'opposition sérieuses dans ces deux pays, mais pour arriver jusqu'à elles, il fallait (tenons-en à ce qui est passé...) supprimer le régime qui en barrait l'accès. Les anti-nazis allemands n'étaient pas les derniers à le comprendre ;

2° *La nature même des ambitions hitlériennes.* Les objectifs des grands impérialismes de 1914 étaient relativement limités : ils se bornaient à la conquête des grands débouchés, des sources de matière première, de la suprématie stratégique, mais ne visaient pas à l'anéantissement de la vie des peuples. On pouvait soutenir, dans ces conditions, que ce qu'il y avait pour les peuples à défendre, ne valait pas les sacrifices demandés et recommander même, de part et d'autre, la tactique du « défaitisme révolutionnaire », ce qui pouvait incontestablement avantager l'impérialisme adverse, mais permettait de concentrer toutes les forces sur l'action révolutionnaire. Dans cette guerre-ci, Hitler ne visait à rien moins qu'à l'extermination totale de populations entières. Il n'a que trop réussi, vis-à-vis des Juifs, dans son sinistre délire et a fait une large application de son programme à l'égard de la Pologne et de l'Ukraine. Là-même ou comme à l'Ouest, ou dans ses états satellites, ses projets étaient plus « généreux », ils tendaient à imposer une tyrannie telle qu'elle mettait le sort même de notre civilisation en jeu.

Mais nous savons aussi quelles forces ont réussi à rallier les énergies anti-soviétiques. Le fascisme (celui de style réactionnaire s'entend, car la tentation est forte de donner de l'extension à ce concept), pour n'être pas toujours là où le situe une certaine gauche, n'en reste pas moins un danger très réel ; nous n'ignorons pas que plutôt que de soutenir une démocratie jugée - non toujours à tort, hélas ! - impuissante et décrépie, on préfère, dans certains milieux anglo-saxons, s'appuyer sur des éléments jugés moins noyautés par le stalinisme et, d'autre part, mieux adaptés aux procédés de ce dernier et toujours prêts à les lui retorquer. L'alternative qu'il convient de rompre, c'est celle entre une réaction, prête à user de tous les appâts de la démagogie, et une démagogie, à laquelle ne répugne le recours à aucun des mots d'ordre les plus classiquement réactionnaires ; chacun de ces deux camps ne se donne d'autre raison d'être que la destruction de l'autre et pourtant ils s'appellent mutuellement et se rejoignent au point de s'identifier dans une même dégradation de l'homme.

Pas de politique de compromis

Rompre l'alternative ! Mais pour cela, il convient que le parti socialiste se refuse d'être le parti charnière, le centre, autrement dit le marais, où se font et se défont les combines politiciennes. Si le socialisme devait finalement n'être que cela — et disons que nous n'en sommes pas encore là — ce serait sa déchéance suprême. Elle serait d'autant plus tragique qu'elle donnerait aux staliniens l'occasion de se présenter comme plus à gauche, d'accaparer les besoins confus et primaires de révolte, et laisserait à la réaction, et à la pire, la possibilité de se parer d'un nouvel éclat en apparaissant comme seule susceptible de défendre la liberté. Par une politique bornée, les socialistes ne pourraient réussir qu'à apparaître à la fois intégrés à toutes les turpitudes de l'ordre bourgeois, et envoûtés par l'hystérie pseudo-révolutionnaire stalinienne.

En matière étrangère, la politique d'équilibre et de compromis, ou le vide décoratif qui en tient généralement lieu, ne peut avoir d'effets plus heureux : n'être en brouille avec personne, servir de trait d'union, ne se rallier à aucun bloc ! Autant dire n'être nulle part et laisser, là où l'on a quelque moyen d'action, les choses se faire en dehors de soi. Nous sommes, avons-nous dit, impuissants à apporter la paix au monde ; mais nous pouvons lui révéler ce que c'est que de vivre en paix, lui donner un *modèle de paix*. Pas d'adhésion, certes, à aucun bloc impérialiste ! Mais pourquoi ne pas *créer* un

bloc non impérialiste, une confédération socialiste de tous les peuples libres, qui s'étendrait aussi loin que pourrait s'étendre la liberté et le socialisme, c'est-à-dire que chaque peuple, en se libérant et en acceptant le mode socialiste de vie en commun serait convié d'y adhérer? Voilà pourtant bien la seule manière d'être enfin soi-même, de rendre aux masses le sens des vraies valeurs socialistes, qui pourraient donner une raison d'être immédiate à l'Occident, irradier de par le monde, montrer enfin qu'il y a quelque chose à défendre dans nos traditions et dans notre passé, puisque il y a quelque chose à conquérir et à édifier dans l'avenir.

Il est évident, dans ces conditions, que la lutte contre le nazisme, primait toute autre considération, et que, pour tout socialiste conscient, Hitler était incontestablement l' « ennemi n° 1 ».

Ni Munich, ni Moscou!

Est-ce à dire que, dans les démocraties alliées tout au moins, les socialistes devaient considérer cette fois-ci comme juste l'attitude jugée funeste en 1914, se mettre à la remorque des forces impérialistes anti-allemandes (ce qui d'ailleurs, nécessitait un choix entre au moins deux groupes de forces impérialistes antagonistes, temporairement unies), et promouvoir un super-Versailles? Certes non. Mais pour cela, il convenait justement de ne pas laisser à la bourgeoisie d'abord, aux staliniens ensuite, le privilège de mener ce combat.

Les uns et les autres n'étaient pourtant que piètrement qualifiés pour le faire. Nous ne rappellerons pas ici la complicité qu'apporta au fascisme, presque partout dans le monde, une bourgeoisie qu'aveulissait la terreur d'un bolchevisme mythique. Ce n'aurait été qu'un jeu d'enfant pour les dirigeants français ou anglais d'enrayer le complot franquiste ; au lieu de quoi, Daladier traita les héroïques combattants républicains réfugiés en France, comme il eût été barbare de le faire avec des criminels de droit commun. Les premières mesures de défense prises à l'avènement de Hitler, le furent contre l'invasion... des malheureux réfugiés fuyant la Gestapo. Bien de ceux qui se complaisent aujourd'hui dans la description horrifiée des atrocités hitlériennes se sont accommodés de l'existence de ces atrocités, tout aussi bien et peut-être mieux que le peuple allemand, qu'ils s'efforcent d'accabler aujourd'hui de tout le poids de leur indignation. L'Allemagne ne commença d'ailleurs à trouver grâce auprès de certains des « nationalistes intégraux », des xénophobes les plus hargneux, des plus voraces bouffeurs de boches que justement lorsqu'elle fut devenue nazie ; on sait où cela les mena ! Mais, même pour cette partie de la bourgeoisie qui ne collabora pas et voulut maintenir ses positions dans le monde — comme ce fut quand même le cas pour l'immense majorité des conservateurs anglais — la défense de la démocratie dans le monde constitua fort peu le véritable mobile d'action.

Quant à l'image d'un Staline, paladin de la liberté, elle ne pourrait apparaître que comme une sinistre bouffonnerie, si notre époque avait conservé une once de sens commun. Ne rappelons même pas ce qu'est le régime bolchevik, ou ce que sont les goûts et les procédés de ses séides dans le monde. Disons simplement que Staline se serait parfaitement accommodé de l'existence du fascisme, lorsqu'il était encore contraint de limiter ses ambitions si tous les fascistes s'étaient accommodés de la sienne. Les relations entre l'U.R.S.S. et l'Italie fasciste furent longtemps un modèle de cordialité. L'U.R.S.S. semble avoir mis un zèle particulier à saboter les sanctions contre l'Italie, lors de la guerre d'Éthiopie, et ne fut pas la dernière à les lever. Staline n'hésita pas à accueillir l'offre — qui à son insu, se révéla être un piège — d'amitié avec Hitler, et à « *sceller cette amitié dans le sang* » (propres termes du télégramme de Staline en réponse aux vœux que lui adressa Hitler le 21 décembre 1939, à l'occasion de son 60e anniversaire) — dans le sang des Polonais s'entend. Enfin la reconnaissance récente du gouvernement Peron, dénoncé la veille comme fasciste, pourrait constituer, elle aussi, un sujet fécond de méditation.

Devant tout ce que présentait d'équivoque la lutte anti-hitlérienne d'un Churchill ou d'un Staline, celle des socialistes — des vrais ! — se devait d'être claire et conséquente. Nous ne devions certes pas un seul instant dévier de notre antifascisme radical. Entre Hitler et nous, il ne pouvait intervenir ni pacte de Munich ni de Moscou. Mais l'antifascisme ne pouvait non plus un seul instant nous détourner de la lutte socialiste. Elle seule pouvait lui donner un contenu concret et ne pas laisser de place à ce que d'autres voulaient y mettre. Le fascisme, ce n'est pas seulement un nouvel homme au couteau entre les dents, il n'est pas pour nous prétexte à vaine agitation ; il est l'expression d'un mal profond issu de la décomposition de tout ordre bourgeois tant moral que matériel. La défense et la conservation de ce qu'il peut y avoir pour nous d'acquis dans les fondements mêmes de notre civilisation ne peuvent se faire qu'en l'intégrant dans un nouvel idéal de vie en commun. Les combattants espagnols l'ont bien compris, eux pour qui la sauvegarde de la liberté contre le complot fasciste ne pouvait qu'aller de pair avec l'action révolutionnaire. Pour n'avoir pas su sauver le prolétariat espagnol des coups de massue sous lesquels l'assommait le fascisme, alors que le stalinisme, pour le maintenir debout, l'étouffait de son étreinte, le socialisme européen n'a pas fini de souffrir.

Sauver la Paix?

Et que dire de la situation présente? Le monde est moins que jamais pacifié, c'est infiniment banal de le constater. Nous pouvons dès aujourd'hui, nous considérer comme dans un état de guerre blanche. Lorsque la bombe atomique éclatera, les rapports internationaux auront changé de ton, non d'esprit. Et pourtant nous nous risquerons ici à une déclaration qui apparaîtra peut-être comme cynique et qui nous semble être de bon sens : *il n'appartient pas aux socialistes de sauver la paix, ou ce que le commun tient pour la paix. C'est de la démagogie que de promettre ce que l'on n'est pas en état de tenir ; or, nous n'avons pas prise sur les forces susceptibles de déclencher la bagarre. Deux grands Etats-continents s'affrontent aujourd'hui. L'un est prêt matériellement à cette guerre, mais non encore moralement, préférant pour l'instant asseoir son hégémonie économique ; le second, et seul autre grand, est mû par un impérialisme totalitaire et mystique. Seule la considération de la force adverse peut arrêter son expansion qu'aucune considération de principe ou d'humanité ne vient limiter.*

Il porte pour l'instant principalement ses coups contre ce qui n'apparaît pas comme fermement tenu par le premier, c'est-à-dire surtout contre le troisième « grand », qui n'est, de fait, que le premier des « petits »... Quelques critiques que nous ayons à faire de la politique extérieure du gouvernement travailliste, nous ne sommes pas indifférents aux attaques dont l'Angleterre est aujourd'hui l'objet, conscients de ce que, si elles devaient porter leur plein effet, cela en serait fini de la liberté en Europe, sinon dans le monde.

G. BRULAND

LE NOMMÉ LOUIS ARAGON ou le patriote professionnel

Par Jean MALAQUAIS

Il est triste que souvent, pour être bon patriote, on soit l'ennemi du reste des hommes.
Voltaire.

Le goût de l'âcre fruit qu'on appelle « patriote » — qu'il soit d'ici ou de là-bas ou d'ailleurs — me vaut la gingivite. Acre et vert fruit en effet, qui fait profession d'aimer « son » pays, et par voie de conséquence n'aime pas le vôtre. Acre et vert et « ratatiné » fruit que notre temps sécrète comme la « limace sa bave », mais dont la morphologie ne doit rien à celle des Jeanne d'Arc, Bolivar ou autres Machabée. Je ne connais pas mélange plus curieux de hargne, de « glande lacrymale » et de « constipation chronique » que cette dame qui se sent tout chose quand sur un manche à balai on hisse les couleurs de « sa » patrie, ce monsieur qui s'étrangle d'émotion quand bat le tambour de « son » régiment. Bizarre et « corrosive chimie » qui réactionne comme un acide dès lors qu'on ne pense pas le plus grand bien de la vaillance de vos sous-officiers, de l'excellence de vos vertus domestiques, de la supériorité de votre gomme « à chiquer ». Psychologie de dindon qui voit rose au faîte de son tas de fumier, qui voit rouge si le dindon du voisinage y pique le bec.

Psychologie de dindon qui fait la roue et pousse du vent. Mais, du moins, est-il honnête. Le dieu des dindons l'ayant pourvu de la caroncule, il est naturel qu'il la fasse bander. Fidèle à son état, il répondra en gloussant dès qu'on agite la crécelle héroïque. Moldave, il pique une crise si dans un communiqué de presse son nom est précédé de celui du Batave ; Batave, il en tirerait orgueil. Il se gonfle et se dilate à la flatterie : quand on applaudit à son plumage, à ses éperons, à sa crotte ; et prend rouge si on n'applaudit pas assez bruyamment à son gré. Il a tous les mauvais goûts : celui « d'humecter » ses discours de trémolos vibrants, celui d'admirer les statues équestres, celui de préférer les poèmes pompiers. Remarquablement perméable à la mise en scène, à la fanfreluche officielle, il est de toutes les parades, la claque généreuse et le bonnet approbatif. Mais rien ne le transporte comme le nombre des bombardiers de « notre » aviation, le tonnage de « notre » marine, les boutons de culotte de « notre » infanterie. Non pas qu'il soit indifférent quant aux fromages de « notre » pays, au tour des hanches de « nos » midinettes, tout ce à quoi il peut accoler l'adjectif possessif « nôtre » ouvre ses vannes patriotiques car c'est un citoyen qui a la fierté facile, mais avant toute chose il est sensible à la trompette et au sabre. Il est martial comme on louche, comme on est sujet aux rhumes de cerveau; martial naturellement et sans effort. Et plus glorieuse sera la trompette, plus clinquant le sabre sur le pavé, et plus orgueilleux se sentira le Moldave de n'être pas Batave, et le Batave, Moldave.

Mais, du moins, est-il honnête. Pas très intelligent, mais honnête. Patriote par la force des choses, par la force des cataclysmes, il pense sincèrement — pour autant qu'il pense — que « son » pays a inventé ou contribué à inventer la plupart des choses dont parlent les encyclopédies, depuis l'amour romantique jusqu'au fil à couper le beurre. Il gobe comme médecine les lieux communs et les platitudes du jargon patriotard, les rend diminués d'éloquence mais augmentés de volume, et quoique il puisse n'être pas toujours d'accord avec telles lois de « son » pays, telle stratégie de « ses » généraux, il vire au bleu si le patriote de l'autre rive y ose une critique. Il est pour « laver son linge sale en famille », car bien entendu il croit à la famille nationale. Toutefois, son éthique ne procédant pas d'une doctrine mais d'un complexe, pas d'une idéologie mais d'un paquet de sentiments, le Moldave et le Batave patriotes ne sont nullement des professionnels du patriotisme. Ils en sont, au contraire, les tristes victimes.

◆

Le professionnel du patriotisme, lui, est de complexion toute différente. Il n'a rien des bienheureuse certitudes du dindon, rien non plus de ses suffisances. Encore que gloussant haut et fort, encore que ne méprisant aucune note de la misérable gamme oratoire des démagogues de cirque, il ne souffre pas d'occlusion intestinale : il est conscient de placer une marchandise et en connaît le juste prix. L'un — relativement ancien — remonte aux guerres de libération nationale du dernier siècle, il conjugue et décline patrie-patra à tort et à travers — et en meurt asphyxié ; l'autre — produit de la veille — puise ses accents dans la décadence de l'idée nationale, il y met du style et de la guirlande — et n'en meurt point. Semblable au mangeur de curés qui sur ses vieux jours change en pilier de sacristie, au jeune anarchiste qui en se mariant devient un modèle de petit bourgeois, le professionnel, au départ, n'avait que dégoût pour ce que par la suite il mâchera à pleines babines avides. La ressemblance, cependant, n'est qu'apparente. Le ci-devant athée, le jeune réfractaire, le non-conformiste en un mot qui finit par rejoindre la grande armée des béni-oui-oui, succombe à l'implacable poids des coercitions sociales ; il a subi une sorte d'évolution à l'envers et s'est liquéfié sous la dissolvante emprise des normes bourgeoises. Par contre, le spécialiste de la patrie, celui du moins dont dans ces lignes j'entends dessiner la figure, est — en règle presque absolue — un transfuge conscient et organisé. Mais ce qui réellement le différencie du patriote bêlant, c'est que les amours de celui-ci sont ancrées à son sol natal, inséparables en quelque sorte d'avec son certificat de naissance, il ne jure que Moldavie — si Moldave, Batavie — si Batave, tandis que celui-là, quelle que soit sa terre d'origine, la langue maternelle, ne professe qu'une exclusive passion : celle de la Russie sous Staline. Ce patriote de métier est, de fait, un apatride. Et, étrangement assez, d'entre les

millions d'apatrides de nos jours, il est l'unique phénomène qui paie allégeance au plus monstrueux des totalitarismes.

◆

Le prototype du patriote professionnel apatride, celui qui a atteint une espèce de grandeur dans le maniement du bénitier stalinien, est le nommé Louis Aragon poète par la grâce des dieux, clarinette par la grâce de saint Joseph ; Louis Aragon, ex-dadaïste, ex-surréaliste, ex-auteur du « Con d'Irène », du « Paysan de Paris », du « Traité du Style », ex-lui-même ; Louis Aragon qui écrivait : « ... qu'il me soit permis, ici, chez moi, dans ce livre, de dire à l'armée française que je la conchie », (je cite de mémoire) — qui écrivait comme ça quand il avait du génie ; Louis Aragon qui, telle barde de service de l'Uzbékistane, s'époumonnait : « Hourra Oural!... » — qui s'époumonnait comme ça quand il n'avait plus guère de génie ; Louis Aragon qui, plus cocardier que feu Déroulède, s'égosille de la voix des coqs : « ... Jamais éteint renaissant de sa braise, perpétuel brûlot de la patrie » — qui s'égosille comme ça quand, en fait de génie, il lui reste des briques.

Mais peut-être suis-je injuste. Peut-être, me laissant aller avec complaisance au franc dégoût que m'inspire la profession du patriote apatride, suis-je trop content d'accabler le nommé Louis Aragon, — l'accabler au point de lui dénier une once de vraie émotion. Peut-être au prix de mon écœurement a-t-il gagné d'autres adhésions, plus valables, plus désintéressées que la mienne. Peut-être l'effet de noix vomique que sa morale, sa prose, sa rime, exercent sur ceux qui toujours croient à la dignité de l'homme, à l'imprescriptibilité de la vie, qui ne se gavent pas de haine ni ne pensent que le massacre appelle le massacre, peut-être cet effet-là n'est pas une juste mesure pour toiser notre professionnel — Peut-être vraiment? Car, enfin, il est salué, il est acclamé, il est goûté comme du miel du nougat du nanan par ceux-là même qui l'avaient honni quand son art — alors authentique — les fustigeait en pleine face. Mais aussi est-ce pour eux qu'il travaille, qu'il sue : « ... Ah ! parlez-moi d'amour ondes petites ondes » ; pour cette clientèle qu'il méprise tout en piaillant sous ses fenêtres, et qui le lui rend bien tout en l'enterrant sous la louange ; cette clientèle qu'il a ordre de séduire et dont il flatte les bas instincts — comme il est juste pour qui passe dans le camp ennemi et veut s'y faire une assiette.

Et que l'on ne vienne pas me dire que de nouveau je m'abandonne à mon mal de cœur. Dans « La Nouvelle Relève », revue catholique et bien pensante du prude Canada, on peut lire sous la signature de M. Marcel-Raymond (Vol. III, N° 6, août-septembre 1944) : « Au Canada, celui qui aurait essayé, il y a quelques années, d'écrire en bien de livres comme « Les Cloches de Bâle », « Le Mouvement Perpétuel », « Anicet », ou de mettre sur le compte de l'art l'obscénité des « Paramètres » se serait fait montrer du doigt. Il a suffi à ce poète de parler de la France, la main sur le cœur, d'évoquer Dunkerque ou « juin poignardé », pour que tout lui soit pardonné de son passé inquiétant. On le prononce dans les salons ; on lit ses vers à la radio, « avec toutes sortes d'accompagnements séraphiques », on le cite au petit déjeuner en plongeant le couteau jusqu'à la garde dans le pot de marmelade anglaise. « Que tous ceux qui n'ont jamais rien entendu à la poésie, qui ont toujours tenu les « voyants » pour des voyous, des farceurs ou des illuminés s'arrachent maintenant Aragon et en fassent leur vedette, il y a de quoi donner sur les nerfs du critique le plus placide. » « Vengeance de la bourgeoisie contre la poésie. » « Que le symbole du désordre devienne celui de l'ordre et la bannière du nationalisme le plus étroit — celui qui veut complètement renier le passé — il y a là quelque chose de gênant... « Leurs étranglements de joie (ceux de la bourgeoisie) et leurs borborygmes d'admiration devant, la plupart du temps, le plus mauvais... gênent le plaisir de l'admirateur de bonne volonté. Il sent à quel point la poésie a toujours été en avance sur le public et comme Aragon peut la desservir en la remettant au pas.

Mais on se tromperait en pensant qu'Aragon se contente de régler le pas à la poésie seule. Les amours de ce patriote sont si exclusives, si entières ses jalousies, qu'il entend museler sa bien-aimée par le haut, et par le bas il entend lui mettre la gaînette de chasteté. Car, tout en rimaillant :

Vous pouvez condamner un poète au silence
Et faire d'un oiseau du ciel un galérien
Mais pour lui refuser le droit d'aimer la France
Il vous faudrait savoir que vous n'y pouvez rien

il réclame les galères et douze balles dans le ventre pour quiconque s'avise de ne point béer avec lui, de ne point se découvrir au mot France, pardon, je veux dire au mot U.R.S.S.

◆

« Il y a une poésie de la bassesse », écrit en se regardant dans la glace, le nommé Louis Aragon, à propos des « Pages de Journal » (1939-1942) d'André Gide ; et, dans le même texte, lequel en fait de bassesse est un chef-d'œuvre, il ajoute : « Je sais... qu'il ne manquera pas des gens pour dire que vraiment on voit un peu trop d'où me vient la dent que je lui conserve. » — Eh bien, Dieu merci non, il ne manquera pas. Trop de gens savent en effet qu'Aragon pâmait d'aise à d'aise à toute virgule échappée de la plume de Gide quand Gide pensait de l'U.R.S.S. ce qu'Aragon estime obligatoire que l'on en pense, et qu'il ne se lasse pas d'exiger la peau de Gide depuis que Gide ose penser qu'en U.R.S.S. on la crève ; trop de gens savent à quels nobles sentiments obéissent les véhémentes protestations d'Aragon contre le retour de Gide « parmi nous qui regardons encore des vides sanglants à nos côtés. » — Trop, trop de gens. Mais si quelque naïf ne le savait point, Aragon en personne se charge de l'apitoyer sur les plaies de son cœur : cette dent, petit naïf, je la lui garde à cause de ses deux livres sur son voyage au pays de ma flamme. Ce mortel péché — Aragon ne dormira pas tranquille, Jeanne d'Arc ne cessera de renifler ses larmes — tant que Gide ne l'expie dans son sang. Les « vides sanglants » que le patriote de métier contemple à ses côtés ne sauraient être comblés ; il y manque le corps du grand vieillard pour que la fosse soit garnie. Aussi, à ce manque à gagner, à ce cadavre manquant à son tableau, Aragon s'empresse d'obvier. Porté sur les ailes de son amour sacré de la patrie, il se laisse descendre en planant sur les « Pages de Journal », et, horreur ! ce que tout d'abord et tout de suite il découvre, c'est que dès la fin de 1940 l'auteur de « l'Immortaliste » témoigne un grand intérêt pour la langue allemande, pour Gœthe plus précisément, « comme si », note le nommé Louis Aragon, « comme si, devant le succès des armes allemandes, ce fût un véritable devoir de lire « Faust ».

Le véritable devoir eût été, il va sans dire, de se plonger dans une « Vie de Souvoroff », illustrée autant que possible, et, à défaut de composer des triolets où Bayard rimerait avec gaillard (ah, si Gide avait le génie lyrique d'Aragon !), essayer du moins quelques réflexions sur l'insondable perversité du peuple allemand. Gœthe en tête. Cependant l'épouvante du patriote apatride frise le cauchemar quand Gide — dont on sait pourtant s'il pèse ses paroles — quand Gide écrit que plus d'un paysan accepterait « que Descartes ou Watteau fussent Allemands ou n'aient jamais été, si ça pouvait lui faire vendre son blé quelques sous plus cher. » Car, n'est-ce pas, nul n'ignore que Normands et Picards et Lorrains guerroyeraient un siècle au seul nom de Watteau dont ils ont tous lu le « Discours », au seul nom de Descartes dont ils ont tous admiré les « fêtes champêtres ». Aragon en est d'autant plus outré qu'il sait que dans un pays policé, libre et socialiste l'encre tournerait en eau dans la plume de l'écrivain qui oserait dire du Kalmouk ou du Cosaque qu'ils se fichent comme de leur première culotte que Pouchkine ait été russe ou cubain. Mais quand, le 14 juillet, Gide notera : « Le sentiment patriotique n'est du reste pas plus constant que nos autres amours... » Aragon, dont le patriotisme aura toute la constance qu'implique une consigne politique, Aragon tout simplement monte sur ses grands chevaux et se met à crier : « a mort les traîtres ! »

« A mort ! » a toujours été le cri de prédilection de notre personnage. Même au plus fier de sa jeunesse il traînait dans son sillon un relent de nécrophilie. L'ombre du gibet se profile tout au long de sa tortueuse carrière, et c'est à cette ombre qu'il aime rêver. J'ai ouï dire qu'un sien parent par alliance — petit agent provocateur au service du G. P. U. qui a joué de malchance — ayant été exécuté en Russie, on le vit se frotter les mains et disant : c'est bien fait ! Personne mieux que lui n'a crié à mort lors des tragiques journées de mai 1937 à Barcelone ; personne n'a mieux dénoncé à la police les militants espagnols anti-staliniens réfugiés en France. Aujourd'hui il lui faut la vie d'André Gide ! Mais qui ne connaît l'homme? Qui n'éprouve la nausée à se pencher sur l'abîme dans lequel le nommé Louis Aragon n'a cessé de dégringoler cul par-dessus tête? Qui ne l'a vu, hier anti-militariste, aujourd'hui bombant le ventre sous ses décorations? Hier hystériquement internationaliste, aujourd'hui xénophobe à tous coins? Existe-t-il une figure de jonglerie, un tour de saltimbanque, qu'il n'ait exécutés? On l'a vu danser le cosatchok en s'accompagnant de la « Marseillaise », s'enivrer de vodka et crier vive le pinard, applaudir aux procès de Moscou et clamer justice, porter aux nues la « démocratie soviétique » et honnir le « fascisme de chez nous » ; on l'a vu se hérisser de piquants au seul nom de l'Église, et on l'a vu faisant des démarches chez le cardinal Verdier afin que celui-ci intervînt auprès de Franco — suspendez le bombardement de Madrid vu que c'est la Noël (1936 ; on l'a vu réclamer le poteau pour les pacifistes, et on l'a vu — lui seul d'entre les valets de plume — avoir l'estomac de proclamer dans sa feuille russe « Ce soir » (24 août 1939) que le pacte Staline-Hitler signifiait la paix sûre et certaine, la France — cette salope impérialiste — ne rêvant que plaies et bosses. (Pris de court et faute d'instructions, Cachin et feu Péri ne surent sur quelle fesse s'asseoir, et « l'Humanité » du même jour ne souffla mot de cette « paix-là »). Et le voici drapé de tricolore et à cheval sur l'Arc de Triomphe et torturant de faux alexandrins et de fausses rimes, France et silence, le voici donc de nouveau réclamant la potence pour quiconque ne sautille point à sa corde, — à cette corde sur laquelle lui et son digne pendant, le nommé Ilya Ehrenbourg, font le funambule macabre.

Il a tout piétiné, y compris sa propre ombre ; tout « souillé » de ses premières amours, tout « pollué » de ses dernières « déjections ». Que le patriote bêlant dont l'oreille et le « foie » s'épanouissent au cocorico d'Aragon ne se gêne pas; il le trouvera dans la poubelle au bas de mon escalier, et il peut l'y ramasser. Et maintenant je vais me laver les mains et me rincer la bouche.

Il nous faut un Guépéou

par Louis ARAGON (1931)

Extrait du poème : **Prélude au temps des cérises**

Je chante le Guépéou qui se forme
en France à l'heure qu'il est
Je chante le Guépéou nécessaire de France
Je chante les Guépéous de nulle part et de partout
Je demande un Guépéou pour préparer la fin d'un [monde
Demandez un Guépéou pour préparer la fin d'un [monde
pour défendre ceux qui sont trahis
pour défendre ceux qui sont toujours trahis
Demandez un Guépéou vous qu'on plie et vous qu'on [lue
Demandez un Guépéou
Il vous faut un Guépéou

Vive le Guépéou figure dialectique de l'héroïsme
qu'on peut opposer à cette image imbécile des aviateurs
tenus par les imbéciles pour des héros quand ils se [foutent
la gueule par terre
Vive le Guépéou véritable image de la grandeur maté-[rialiste
Vive le Guépéou contre dieu Chiappe et la « Marseil-[laise »
Vive le Guépéou contre le pape et les poux
Vive le Guépéou contre la résignation des banques
Vive le Guépéou contre les manœuvres de l'Est
Vive le Guépéou contre la famille
Vive le Guépéou contre les lois scélérates
Vive le Guépéou contre le socialisme des assassins du [type
Caballero Boncour Mac Donald Zœrgibel
Vive le Guépéou contre tous les ennemis du Prolétariat

VIVE LE GUÉPÉOU

Notre service de librairie

A la demande de nombreux amis de province, nous inaugurons un Service de Librairie. Nous publions quelques titres de brochures Les prix indiqués sont les prix initiaux augmentés des frais d'envoi.

GUESDE et JAURES : Les deux méthodes .. 20 fr.
Léon BLUM : Le problème de l'Unité..... 12 fr.
Jules MOCH : Guerre aux trusts ..... 33 fr.
Jules GUESDE : Le Socialisme ..... 20 fr.
— Le Collectivisme ..... 28 fr.
MARX et ENGELS : Le Manifeste Communiste ..... 14 fr.
H.G. WELLS : Cette misère des souliers ..... 12 fr.
Jean GUEHENNO : La France et le Monde.. 38 fr.
PLEKHANOV : La conception matérialiste de l'Histoire ..... 14 fr.
Paul LAFARGUE : Le droit à la Paresse .... 17 fr.
Léon BLUM : Devant la cour de Riom ..... 38 fr.

LES HOMMES ET...

Vers une renaissance de la pensée libertaire

par J. C.

Le courant créateur de l'anarchisme traditionnel, soutenu en France par des publications telles que « Les Temps Nouveaux », « La Société Nouvelle », « La Vie Ouvrière », et par la « Bibliothèque Sociologique » de la librairie Stock, a paru s'éteindre ou entrer en veilleuse dans les années précédant la première guerre mondiale. Il n'a connu, semble-t-il, que des velléités de résurrection, avec l'œuvre plus récente des Malatesta, Fabbri, Berkman, Berneri, Bertoni, Santillan, Borghi, Graham, Voline, parmi lesquels le premier seul, dont l'œuvre est encore à traduire en France, s'égale à la lignée des grands précurseurs du XIX^e siècle.

Nous ne pouvons que saluer ici l'effort encore velléitaire mais convergent, qui est entrepris dans les cercles les plus divers, pour renouer le fil rompu de la grande tradition humaniste-libertaire du socialisme, et pour reconstituer, au contact des problèmes actuels, une littérature d'inspiration proudhienne et bakouniste, dont la disparition (par épuisement, destruction, ou lassitude à marcher contre le courant) laissait la pensée ouvrière socialiste désemparée en face des tendances étatiques de la social-démocratie et la volonté totalitaire du bolchevisme.

Sous la présente rubrique, nous nous efforcerons d'analyser, de faire connaître, et de critiquer honnêtement les ouvrages de publication récente — éditions ou rééditions — qui manifestent la reprise d'activité du secteur anti-autoritaire dans le vaste domaine de la pensée sociale. Nous pensons, en effet, que le régime des cloisons étanches entre « marxistes » et « non-marxistes », animés de la même bonne foi et confrontés aux mêmes problèmes, a assez duré. Nous ne doutons pas que notre initiative n'encourage nos camarades anarchistes et anarcho-syndicalistes à prendre contact à leur tour, sans prévention et avec la volonté d'en tirer le maximum de profit, avec la pensée authentique d'un Karl Marx qui fut souvent libertaire, et avec l'œuvre des grands socialistes que furent Jaurès, Karl Liebknecht, Gorter, Otto Rühle, et par-dessus tout Rosa Luxembourg, en qui nous voyons le plus efficace de nos guides spirituels.

Nous ouvrons aujourd'hui notre rubrique par l'examen de quelques livres récemment édités par « Les Portes de France », 4 rue Choron, Paris (9^e), sous la direction du camarade André Prudhommeaux :

BAKOUNINE : La révolution sociale ou la dictature militaire.

SOUS ce titre, parut à Genève, au lendemain même de Sedan, un ouvrage rédigé en quelques nuits par Bakounine, au retour de la tentative insurrectionnelle prolétarienne de Lyon. L'intention du vieux boute-flamme des révolutions de 1848, devenu l'un des hommes les plus écoutés de la Première Internationale, était de placer les Français dans le dilemne *soumission ou résistance* à la réaction internationale incarnée à la fois par la bourgeoisie française et l'impérialisme allemand. Ce dilemne, nous le connaissons par récente expérience : c'est celui posé en 1940 par l'avènement de Pétain, et dénoué — très partiellement et très provisoirement, hélas — par les mouvements authentiquement populaires de libération en 1944. Il se pose d'ailleurs, dans des termes presque identiques, toutes les fois qu'un pays vaincu ou militairement affaibli, se trouve au bord d'une révolution intérieure et doit compter avec l'invasion ou l'occupation étrangère (Russie 1917, Allemagne 1918, Hongrie 1919, Espagne 1936, etc., etc.). Entre la dictature militaire autochtone (celle d'un Korniloff, d'un Noske, d'un Gallifet, d'un Negrin, etc.) ou étrangère (celle des Franco et autres Quisling imposés par l'envahisseur), il n'y a qu'une différence de degré, mais le résultat est le même : oppression, misère, et, tôt ou tard, massacres de paysans et de prolétaires. A l'acceptation de la guerre militaire ou de la paix dictée par les conquérants, Bakounine oppose les méthodes propres de la Révolution Sociale, et qui permettent, selon lui, de rendre le pays ingouvernable et inhabitable par les armées de la réaction, tout en réalisant les pas décisifs vers le socialisme et la liberté. Mais cette action doit être quasi instantanée. Le temps manque pour convertir les masses par la propagande ordinaire ; il faut recourir à l'agitation et à la force libératrice et exemplaire des faits. Sous cet angle, Bakounine ne craint pas de proposer les mesures les plus audacieuses destinées à insurger les paysans, en accord avec les ouvriers des villes, et à terroriser l'adversaire par une guerilla et un sabotage universels.

Ces tactiques à corps perdu, où l'audace d'un Danton est mille fois dépassée, conservent-elles leur valeur dans le monde du XX^e siècle? La question peut être discutée, sur la base des expériences récentes (Ukraine makhnoviste), Ruhr et Allemagne centrale, Espagne et Résistance Européenne 1940-1945. Toujours est-il que Bakounine est et reste le seul véritable théoricien original de la défaite tournée en insurrection, ou pour parler un langage plus général, de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et en révolution sociale », tactique proposée, esquissée et *abandonnée* par Lénine, de la chute du tzarisme à la paix de Brest-Litovsk. A ce seul titre, et même s'il n'était pas l'une des œuvres les plus riches et les plus dynamiques d'un prodigieux insurrecteur d'hommes, le livre de Bakounine resterait capital.

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX...

Pourquoi pas les humains fourbus ?

par André SANTON

La civilisation capitaliste américaine porte au flanc le cancer de sa littérature. « La liberté, l'égalité données par le Créateur, la poursuite du bonheur », principes inébranlables de la vie des bourgeois yankes, fondements de la Constitution de Washington et révérés connus des dogmes, ont été crûment démasqués par les romanciers des Etats-Unis depuis cinquante ans. Dreiser qui vient de mourir, Waldo Frank, Fauldner, Calwell, Hemingway, James Cain, le grand Dos Passos, Henry Miller, nous ont à temps porté témoignage au nom de l'homme américain (l'ouvrier, le nègre et le petit bourgeois) contre une civilisation qui le broie, le réduit à l'état de machine, réalise parfaitement cette « aliénation « dont le jeune Marx faisait l'essence même de la domination capitaliste. Plutot que de créer contre cette littérature désespérée, qu'on s'apercoive qu'elle est là-bas une des manifestations de la conscience d'une espèce qui ne veut pas mourir et dénonce à tous ses bourreaux.

Horace Mac Coy est la nouvelle révélation de cette littérature dont il n'existe pas ailleurs d'équivalent. Avec « Un linceul n'a pas de poches » et « On achève bien les chevaux » il s'inscrit à la fois dans la lignée des désespérés et des révolutionnaires, montre que tout est perdu et que tout est à entreprendre. Ce nihiliste qui va jusqu'à prêcher la destruction de l'espèce, (il vaudrait mieux que chacun de nous ne fût pas né et c'est un crime que de donner la vie) déclare en même temps qu'il n'existe qu'un seul devoir pour l'homme qui veut reconquérir sa condition : se battre contre la société et ceux qui la dominent, se battre immédiatement et seul s'il le faut jusqu'à la mort. C'est ce que fait le héros du « Linceul », jeune journaliste qui entreprend de dénoncer les compromissions, les turpitudes policières, les hypocrisies sanctifiées, le fascisme latent de sa petite ville de province. Il se heurte aux directeurs de journaux, aux hommes politiques, aux appareils des églises, à la force toute puissante de l'argent et succombe finalement sous les coups de la plus ignoble des organisations racistes camouflée en ligne de dépense de la moralité publique : le Ku-Klux-Klan, qu'importe ! Il a éveillé autour de lui des énergies dont on peut espérer qu'elles se disciplineront et deviendront un jour efficaces.

« On achève bien les chevaux » est plus noir et ne montre apparemment pas d'issue. Au terme d'un de ces marathons où s'offrit en spectacle pendant des semaines une chair crucifiée, esclave de la nécessité de vivre, en proie à la brutalité et du désir inpérieux du sexe, une danseuse demande à son partenaire de la tuer à coups de révolver. Celui-ci, bouleversé par la pitié et persuadé qu'il n'existe plus en effet pour elle une possibilité de vivre, l'exécute et se constitue prisonnier. A ceux qui lui demandent compte de son acte, il répond qu' « on achève bien les chevaux ». Pourquoi ne donnerait-on pas le coup de grâce aux humains fourbus?

Ce simple fait-divers atteint sans effort les hauteurs de la tragédie antique. La Fatalité a changé de nom ; ce n'est plus la vieille « Anank » des Grecs, mais elle pèse toujours de tout son poids sur les pauvres humains soumis à ses décrets. Horace Mac Coy sait qu'elle n'habite pas les cieux et qu'il sera possible un jour de lui régler définitivement son compte.

ALEXANDRE HERZEN : La Russie et l'Occident.

EXTRAITS de l'introuvable journal *Kolokol (The Bell, Die Glocke, La Cloche)*, des textes injustement oubliés nous sont rendus ; le traducteur les a présentés et préfacés avec un louable souci de clarté et de style.

Herzen historien fonde sa position sur une analyse à la fois nuancée et pénétrante de tout le passé politique, social, culturel, voire littéraire, de la vieille Russie — ce pays qui reste pour lui la terre de l'éternelle jeunesse.

Polémiste, dans la querelle qui oppose traditionnellement panslavistes et occidentaux, il prend le parti de tous les peuples contre tous les Etats présents et à venir, etre vendique l'introduction en Russie d'un maximum de culture humaine, de socialisme et de *liberté*. En effet, l'agent civilisateur que fut dans une certaine mesure le *tchin*, appareil de pouvoir des Pierre-le-Grand et successeurs, n'a opéré qu'une révolution par en haut ; faisant violence au *mir*, au monde séculaire du collectivisme slave, le « despotisme éclairé » s'est ainsi placé hors la morale du peuple et a rejeté du même coup hors de l'Etat, l'immense majorité de la nation, enfermée dans une sorte de sauvagerie anarchiquement désespérée.

L'expérience de l'autoritarisme modernisateur a donc été négative, mais l'étrange alliance du Knout tartare et de l'Encyclopédie a du moins laissé indemnes les forces qu'elle n'a pas réussi à se soumettre par la terreur. Qui les réveillera? Herzen tourne ses espérances vers la révolution qui semble couver dans les pays les plus avancés. La France, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne, ont aussi leurs « barbares » : un prolétariat vierge encore de tout embourgeoisement politicien et qui porte en soi le ressort de l'individualisme occidental. « Toute renaissance russe suppose l'entrée en activité, simultanée et *spontanément* convergente, des paysans slaves et des ouvriers latins, germains, anglo-saxons... Seule l'union de la commune agraire et de l'atelier industriel, du communisme primitif et du socialisme moderne, mettra fin au conflit des deux Europes. »

Ici, apparaît derrière l'amertume du critique, l'optimisme du prophète. Herzen se trompe sur les perspectives immédiates, mais il voit plus loin que son temps. Et, par delà tous les échecs anciens ou récents, son mérite n'est pas mince, d'avoir préconisé, voilà près d'un siècle, l'union à l'échelle continentale des soviets de village et des conseils de fabrique, sans dictature de chef ou de parti, sous le régime de la libre fédération de tous les producteurs.

... LEURS ŒUVRES

ALEXANDRE MARC : Avènement de la France ouvrière.

AVEC Alexandre Marc, dont on connait la brillante collaboration à « Terre des Hommes », et à « Temps présent », nous passons de la barricade à l'atelier, du Bakounisme au Proudhonnisme, de la révolution armée aux réformes de structure.

De la « libération nationale » accomplie en France avec le concours des élites et des masses populaires, l'auteur voudrait voir sortir un véritable avènement du travail, dont il cherche les bases dans les traditions profondes de la classe ouvrière française, et qu'il définit comme une *déprolétarisation* du prolétariat.

Mais ne croyez pas d'ailleurs qu'il entende par là son embourgeoisement. Ce qu'il s'agit de réintégrer ou de conquérir, c'est la responsabilité et la liberté véritable du travail, son caractère concret d'œuvre digne et joyeuse, sa souveraineté dans l'atelier et l'usine ; et cela ne peut être réalisé, nous dit Marc, que par l'abolition du salariat et de la condition déshumanisée qui est celle du prolétaire classique, triste esclave du patronat privé, ou du capitalisme d'Etat. La pensée socialiste actuelle, doit se situer « au delà du nihilisme et du réformisme » sur le plan du fédéralisme syndical et communal, par l'organisation des producteurs et des consommateurs, et moyennant « l'intégration directe du crédit à tous les degrés de l'activité économique ». A ce dernier trait, on reconnaît le proudhonnien classique, l'héritier de 1848.

L'histoire des idées révolutionnaires du prolétariat français qui forme la première partie de l'ouvrage, est un raccourci fort heureux, bien que forcément incomplet. Quant aux perspectives harmonistes et optimistes de la conclusion, on peut craindre qu'elles ne soient tristement dépassées par le développement toujours plus intense des maux qui minent, depuis près d'un siècle, le monde en proie au Capital, et qui rendent de plus en plus tragiques l'histoire des luttes de classe.

La tragique expérience Yougoslave

(Suite de la p. 21)

et nous détruirons les Hitlers de l'Amérique. »

« Les masses américaines ne lutteront pas pour défendre leurs exploiteurs fascistes capitalistes. Quand nous aurons battu l'Amérique elle aura un gouvernement du Peuple comme nous en Yougoslavie. »

J'ai entendu des paroles semblables de Kardelj, qui est le politicien le plus puissant de Yougoslavie. Kardelj me disait : « Entre nous et l'Amérique il y a un abîme infranchissable. Nous sommes deux mondes. Ils ne peuvent pas être unifiés. Nous avons avec nous la force des Masses. Quand nous serons victorieux sur le monde américain, le Monde sera un. »

Le Colonel Branco Perovitch, commissaire politique communiste de la Garde d'Élite s'exprimait ainsi dans un discours public :

« Nous pouvons nous fier seulement à l'Union Soviétique. Elle seule a des idéaux démocratiques. Jusqu'ici nous étions obligés de dire : « Avec l'Angleterre et l'Amérique pour préserver la paix. » Maintenant nous pouvons dire : « La guerre contre l'Angleterre et les États-Unis et toutes les forces impérialistes. » ...

Tels sont les buts communistes en Yougoslavie.

LES CAHIERS SOCIALISTES

Un groupe de jeunes intellectuels socialistes belges publie une revue d'une rare indépendance de pensée et de la plus belle tenue :

Le sommaire du N° 13 de cette sympathique revue, qui affirme sa parenté d'esprit avec **MASSES** contient la première partie d'une très importante étude de D. Macdonald : *Partir de l'homme*, dont nous parlerons après publication complète, car elle remet en course la plupart des bases des positions doctrinales couramment admises dans le mouvement ouvrier. A propos de *Le Zéro et l'Infini*, de M. J. Lefebve, *Comprendre son temps*, par Robert Denys et une importante série de Chroniques complètent ce numéro.

(Le N° **30 francs**. L'abonnement pour 6 numéros est de **150 francs français**, à adresser à M. R. MERJAY, 14 av. Eud. Pirmez, BRUXELLES.) C. CH. P. 7363.06 (R. Stenve).

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

Jean JAURÈS : L'Église et la laïcité	15 fr.
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir	25 fr.
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France	20 fr.
LEFEUVRE : La Politique Communiste	20 fr.
Rosa LUXEMBOURG :	
La Révolution Russe	20 fr.
Marxisme contre Dictature	25 fr.
COTEREAU : L'Église a-t-elle collaboré?	20 fr.
JAURÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20 fr.
Suzanne CHARPY : Prendrons-nous les usines ?	20 fr.
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme soviétique	25 fr.

Remises suivant quantités : 10 ex. 10 0/0, 25 ex. 15 0/0, 50 ex. 20 0/0, 100 ex. 25 0/0, 500 ex. et au-dessus 33 0/0. - Envoi franco.
Abonnements : 1 an, 200 fr. Étranger, 300 fr. De soutien, 500 fr. - C.C. Postaux : 633-75.

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE PARIS (5ème) C.CH.P. PARIS 633-75

Ne laissez pas
vos disponibilités improductives
souscrivez aux
BONS DU TRESOR
c'est votre intérêt
c'est l'intérêt du pays

Le Directeur - Gérant : J. LEFEUVRE — Imp. Mazarine, 35, Rue Mazarine, Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.